Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Jeudi 28 novembre 2024 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°519 ■

Chronique Eco

Des zones économiques spéciales pour une diversification économique

P 16

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les importantes décisions

Le Premier ministre, Nadir LARBAOUI, a présidé hier une réunion du Gouvernement consacrée à la mise en place des mesures opérationnelles permettant la pleine mise en œuvre des directives données au Gouvernement par Monsieur le Président de la République lors du Conseil des ministres tenu le 24 novembre 2024, notamment en ce qui concerne les préoccupations des citoyens et l'élaboration des plans d'actions sectoriels en exécution du programme de réformes global et ambitieux décidé par Monsieur le Président de la République, a indiqué le Premier Ministère dans un communiqué. P 3

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'INVESTISSEMENT

Participation du DG de l'AAPI à la 28e édition en Arabie saoudite

Le Directeur Général de l'Agence de Promotion des Investissements Algérienne, M. Omar REKKACHE, a participé à la 28ème édition de la Conférence mondiale sur l'investissement qui s'est tenue à Riyad, en Arabie Saoudite, du 25 au 27 novembre 2024, indique l'Agence dans un communiqué. P 2

UN CONCOURS NATIONAL AURA LIEU FIN DÉCEMBRE

Sonatrach à la recherche de jeunes talents

Le Groupe Sonatrach, acteur clé de l'industrie pétrolière et gazière en Algérie, lance un concours national de recrutement destiné aux diplômés des universités et écoles algériennes. Smaïn Alatou, directeur exécutif des ressources au sein de Sonatrach, a encouragé les jeunes talents de toutes les wilayas du pays à participer massivement à cette initiative, soulignant son importance cruciale pour la croissance et l'avenir énergétique de l'Algérie. P 5

HYDRAULIQUE

Quatre nouveaux barrages opérationnels d'ici 2025

Face à l'urgence du stress hydrique, l'Algérie intensifie ses efforts pour optimiser la gestion de ses ressources en eau, un enjeu vital pour le pays. Dans cette optique, la construction de nouveaux barrages constitue une priorité pour renforcer le réseau de gestion hydrique national. Actuellement, quatre barrages sont en cours de réalisation dans différentes régions : deux à Tizi-Ouzou, un à Souk Ahras et un autre à El Tarf, conçus pour compléter le réseau régional. P 5

ACQUISITION D'UNE TECHNOLOGIE LOCALE DANS LE GÉNIE CHIMIQUE

«L'Algérie dispose de tous les atouts» P 2

HYDROCARBURES, ÉNERGIE, TRAVAUX PUBLICS

L'Égypte exprime son intérêt à investir en Algérie P 3

BORDJ BOU ARRERIDJ / ZONE INDUSTRIELLE MECHTA FATMA

Vers la création de plus de 4.000 emplois P 5

NUMÉRISATION

Nécessité de former et recycler les ressources humaines

Les participants au colloque international sur "l'intelligence artificielle et son rôle dans la numérisation administrative, état des lieux et défis", clôturé mardi après-midi à l'université Mohamed-Boudiaf de M'sila, ont préconisé la nécessaire formation et recyclage des ressources humaines pour être en diapason avec les évolutions technologiques récentes. Les participants à cette rencontre de deux jours organisée par la faculté des sciences humaines et sociales de la même université ont recommandé la formation des employés à l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour renforcer leurs compétences administratives et la maitrise de l'administration électronique de sorte à améliorer la qualité des prestations administratives. Les recommandations lues par le président du colloque Dr. Hocine Lerkat ont également appelé à "encourager les découvertes et les recherches scientifiques, à orienter les futurs investissements et les startups vers les applications de l'IA et à organiser un grand concours national annuel dans le domaine de l'IA pour encourager la recherche et l'innovation". L'accent a été également porté sur "les applications de l'IA en matière de l'administration électronique qui présentent des opportunités pour améliorer la qualité du service public dont l'exploitation requiert des aptitudes à réagir aux défis posés par les technologies nouvelles". Les participants ont salué les orientations du secteur de l'enseignement supérieur relatives à la création des écoles supérieures et centres de recherche spécialisés dans les domaines du numérique et de l'IA ainsi que l'intérêt porté par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune pour le renforcement des processus de numérisation en Algérie à tous les niveaux et dans tous les secteurs.

ACQUISITION D'UNE TECHNOLOGIE LOCALE DANS LE GÉNIE CHIMIQUE

«L'Algérie dispose de tous les atouts»

L'Algérie "dispose de tous les atouts pour franchir l'étape de l'acquisition d'une technologie locale dans le domaine du génie chimique pour l'industrie pétrolière et gazière", a déclaré, mardi à Sétif, le directeur central Recherche et Développement du groupe Sonatrach, Mustapha Mohamed Benamara.

Synthèse S R.

Le même responsable a indiqué, dans une déclaration à l'APS en marge de l'ouverture d'une conférence internationale de 2 jours sur le génie chimique pour l'industrie pétrolière et gazière, organisée par l'université Ferhat-Abbas (Sétif-1), en partenariat avec le groupe Sonatrach, qu'en 2023 et 2024, Sonatrach a signé 4 contrats de valorisation des hydrocarbures, dont le pétrole et le gaz, investissant pour cela plus de 14 milliards de dollars sur 4 ans, dans le but de créer plus de valeur ajoutée lors de l'exportation de nos ressources brutes en hydrocarbures. Il a qualifié, dans ce contexte, «d'important» le fait de passer à l'étape de l'acquisition d'une technologie algérienne dans ce domaine afin de d'économiser davantage de devises.
Il a également indiqué, à cet égard, que depuis 2020, le groupe Sonatrach s'est engagé dans un processus d'ouverture sur les partenaires et les chercheurs au niveau national, tenant plusieurs rencontres qui ont abouti à la conclusion de contrats de partenariat avec de nombreuses universités du pays, et au développement de programmes de recherche appliquée avec différentes parties liées au domaine aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.
De son côté, le chef du département de Génie des procédés de l'université Ferhat-Abbas, et président de cette conférence, Tayeb Fakhreddine Boukezoula, soulignant que cette rencontre réunit 260 experts, chercheurs et universitaires issus de différentes wilayas du pays et de 4 pays étrangers (Turquie, Malaisie, Canada et Espagne), a affirmé que cette initiative s'inscrit dans le cadre des projets de recherche conjoints entre l'université de Sétif 1 et Sonatrach, conformément à la législation en vigueur.
La conférence vise à réunir des universitaires, des chercheurs et des experts industriels de Sonatrach, pour mettre en exergue les recherches et les innovations en matière d'amélioration des process de production et de traitement du pétrole et du gaz, en mettant l'accent sur les techniques de capture et de récupération du carbone pour réduire l'impact sur l'environnement et promouvoir la durabilité dans le secteur de l'énergie, outre la réalisation de l'indépendance technologique dans les méthodes modernes de fabrication des catalyseurs chimiques qui représentent la "boîte noire" du fonctionnement des réacteurs industriels pétrochimiques et contribuent à l'augmentation de leur performance et de leur efficacité. Les participants aborderont 4 thèmes : "Les méthodes modernes dans la préparation des catalyseurs chimiques", "Le rôle des catalyseurs chimiques dans la production de gaz, du benzène et de l'hydrogène", "Les applications de l'intelligence artificielle dans l'augmentation de l'efficacité des unités industrielles" et "Les méthodes modernes de contrôle des différentes unités industrielles" et ce, à travers 8 conférences animées par des chercheurs de niveau scientifique international, en plus de 45 communications d'universitaires et de cadres de Sonatrach.

DU 27 NOVEMBRE AU 2 DÉCEMBRE À À ABIDJAN

Sonatrach participe au SIREXE en Côte d'Ivoire

Une délégation de haut niveau de Sonatrach conduite par le PDG du groupe, Rachid Hachichi entame, mercredi, une visite de travail en Côté d'Ivoire, en prévision de sa participation au Salon international des ressources extractives et énergétiques (SIREXE), indique un communiqué du groupe public. La participation à cette manifestation prévue du 27 novembre au 2 décembre à Abidjan, intervient en réponse à l'invitation adressée par le ministre ivoirien des Mines, du Pétrole et de l'Energie, Mamadou Sangafowa Coulibaly au groupe, ajoute le document. A travers cette participation, Sonatrach aura à "examiner les opportunités de partenariat offertes dans les domaines de l'énergie et des hydrocarbures avec les entreprises ivoiriennes", précise le communiqué ajoutant que le PDG de Sonatrach et la délégation qui l'accompagne tiendront une série de réunions et de rencontres avec des responsables ivoiriens dans le secteur de l'énergie pour aborder les perspectives des relations bilatérales et les moyens de les renforcer, conclut le communiqué.

CONFÉRENCE MONDIALE SUR L'INVESTISSEMENT

Participation du DG de l'AAPI à 28e édition en Arabie saoudite

Le Directeur Général de l'Agence de Promotion des Investissements Algérienne, M. Omar REKKACHE, a participé à la 28ème édition de la Conférence Mondiale sur l'Investissement qui s'est tenue à Riyad, en Arabie Saoudite, du 25 au 27 novembre 2024, indique l'Agence dans un communiqué. L'événement a réuni des personnalités de premier plan du monde entier, provenant à la fois du secteur public et privé, des investisseurs leaders, des représentants d'organisations internationales, ainsi que des acteurs du développement, de la diversification et de la promotion des investissements.
Lors de la conférence, M. REKKACHE a pris part à plusieurs réunions avec ses homologues des agences de promotion des investissements à travers le monde. Ces discussions ont porté sur l'échange d'expertise et de meilleures pratiques, ainsi que sur la promotion de l'Algérie en tant que destination privilégiée pour les investissements et la mise en lumière des opportunités d'investissement offertes par notre pays. Il a également exploré les possibilités de coopération internationale pour améliorer l'efficacité du personnel de l'Agence et optimiser sa performance globale.
En marge de la conférence, le Directeur Général a tenu une séance de travail avec le Ministre adjoint saoudien de l'Investissement, S.E. Ibrahim BIN YOUSEF AL MUBARAK. La réunion a permis de discuter des moyens de renforcer la coopération en matière de promotion des investissements, de l'état des projets d'investissement saoudiens en Algérie, ainsi que des dispositions d'un protocole d'accord sur les investissements ratifié par les deux parties, qui sera signé lors des prochains événements communs.
Le Directeur Général a participé également, aux côtés de ses homologues, à l'Assemblée Générale de l'Association Mondiale des Agences de Promotion des Investissements (WAIPA). Cette session a mis en lumière les dix pays, dont l'Algérie, qui ont rejoint l'association en 2024. De plus, l'assemblée a examiné et approuvé le programme de travail de l'association pour l'année 2025.

S R.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les importantes décisions

Le Premier ministre, Nadir LARBAOUI, a présidé, hier, une réunion du Gouvernement consacrée à la mise en place des mesures opérationnelles permettant la pleine mise en œuvre des directives données au Gouvernement par monsieur le Président de la République lors du Conseil des ministres tenu le 24 novembre 2024, notamment en ce qui concerne les préoccupations des citoyens et l'élaboration des plans d'actions sectoriels en exécution du programme de réformes global et ambitieux décidé par monsieur le Président de la République, a indiqué le Premier Ministère dans un communiqué.

Par R E.

Et dans le cadre de la mise en œuvre des engagements de Monsieur le Président de la République visant à garantir la sécurité alimentaire, le Gouvernement a entendu une communication sur le programme national d'augmentation des capacités de stockage des céréales et les progrès réalisés dans la réalisation des nouvelles infrastructures pour l'augmentation des capacités nationales de stockage des céréales. Le Gouvernement a également mis en place les instruments d'encadrement pour le traitement de la question du foncier agricole, le financement des infrastructures de stockage agricole, ainsi que les viandes et l'alimentation du bétail, en coopération avec l'Union nationale des paysans algériens, précise la même source. Par ailleurs et dans le cadre de l'examen de la situation des services publics relevant des différents secteurs, le Gouvernement a entendu une communication sur les mesures prises pour l'amélioration et le développement des services publics dans le secteur de l'énergie, et qui ont permis d'atteindre un taux de raccordement quasi total aux réseaux de gaz et d'électricité, le développement de la distribution des produits pétroliers, ainsi que le déploiement d'efforts exceptionnels et continus pour le raccordement des périmètres agricoles à l'électricité, en exécution des directives de monsieur le Président de la République données à cet effet, ont ajouté les services du Premier Ministère.
Le Gouvernement a également entendu une communication sur le bilan de la campagne de lutte contre les feux de forêts 2024, ayant permis de passer en revue les principaux aspects des mesures et des démarches proactives adoptées par les pouvoirs publics pour la prévention et la lutte contre les incendies de forêt, dont il en ressort une baisse significative des superficies incendiées, de plus de 90% par rapport à l'année écoulée, ainsi que l'examen des moyens de préparation précoce pour l'amélioration des systèmes existants en prévision de la saison à venir.
Enfin, le Gouvernement a examiné les moyens de renforcement du cadre réglementaire relatif à la Chambre Algérienne de Commerce et d'Industrie et aux Chambres de Commerce et d'Industrie, afin de l'adapter avec les exigences de la réalité économique et d'activer le rôle de ces mécanismes dans l'accompagnement de la dynamique de développement, a conclu le communiqué.

HYDROCARBURES, ENERGIE, TRAVAUX PUBLICS

L'Égypte exprime son intérêt à investir en Algérie

Par Sirine R.

Les entreprises égyptiennes s'intéressent au marché algérien. Une délégation de la société égyptienne « Arab Contractors », conduite par le vice-président du conseil d'administration de la société, El Sayed Abdel Khalek Al Wazer, est arrivée à Alger mardi dernier. Elle est en mission de prospection d'opportunités d'affaires en Algérie, notamment dans les domaines des travaux publics et des énergies. Cette délégation a été reçue hier par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Énergies renouvelables, Mohamed Arkab avec laquelle il a examiné les opportunités de renforcer la coopération bilatérale entre les deux parties, indique un communiqué du ministère.
Lors de cette rencontre, qui s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Égypte à Alger, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, et de plusieurs cadres du ministère, « les deux parties ont abordé les moyens de consolider les relations de coopération entre l'Algérie et l'Égypte, dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, conformément aux orientations des dirigeants des deux pays visant à renforcer les liens de fraternité et de partenariat mutuel », précise la même source. Les deux parties ont ainsi exploré les perspectives de développement de ces relations, en application des conclusions de la visite de travail et de fraternité effectuée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en République arabe d'Égypte, en octobre dernier.
Les entretiens ont également porté sur les opportunités de coopération et d'investissement entre les sociétés algériennes et égyptiennes, notamment celles du secteur, telles que « Sonatrach, Sonelgaz et Sonarem ». Les domaines abordés incluent l'industrie pétrolière et gazière, le développement des champs, la réalisation des infrastructures de base pour les hydrocarbures, la construction de centrales de production, de transformation et de transport de l'électricité, ainsi que la réalisation de projets de valorisation des ressources minières en Algérie.
À cette occasion, M. Arkab a présenté un exposé détaillé sur les programmes et projets actuels et futurs dans le secteur de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, exprimant son ambition de concrétiser des projets communs entre les entreprises algériennes et « Arab Contractors ». Il a affirmé que ces projets « doivent reposer sur des bases économiques solides et un partenariat fondé sur des intérêts communs, conformément au principe gagnant-gagnant ».
De son côté, la délégation égyptienne a salué les « relations historiques exceptionnelles » qui unissent les deux pays et exprimé son appréciation pour les progrès réalisés par les sociétés égyptiennes opérant en Algérie, telles que « Petrojet » et « Elsewedy Electric ». L'ambassadeur égyptien a réitéré, pour sa part, « l'intérêt de l'Égypte à consolider la coopération avec l'Algérie, notamment dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables, ainsi que l'importance d'intensifier les consultations économiques et les échanges d'expertises entre les deux pays frères ».
Par ailleurs, des entreprises égyptiennes ont exprimé le souhait de participer au programme national ferroviaire.
Lors d'une rencontre entre la délégation égyptienne et le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, qui a reçu l'ambassadeur de la République d'Égypte en Algérie, Mokhtar Gamil Tawfik Warida, accompagné d'une délégation de la société « Arab Contractors », le ministre a passé en revue l'expérience algérienne en matière de réalisation d'infrastructures et d'installations de base, notamment les voies ferrées, à travers la concrétisation du programme national d'investissement ferroviaire et de transport guidé.
De son côté, l'ambassadeur égyptien, accompagné d'une délégation de responsables de l'entreprise « Arab Contractors », a salué l'expérience algérienne en matière de réalisation des mégaprojets d'infrastructures (projets d'infrastructures de grande envergure), notamment celui du développement du réseau ferroviaire et du transport guidé, exprimant la volonté des entreprises égyptiennes d'investir dans ces projets. Il a mis l'accent sur l'importance de développer ce partenariat par la création d'un groupe de sociétés algéro-égyptiennes pour décrocher des contrats et réaliser des projets communs dans le domaine des infrastructures de base, à l'international.
Les deux parties ont souligné « l'importance de promouvoir les perspectives de coopération lors de la prochaine phase, de renforcer les investissements communs et d'établir des partenariats économiques bilatéraux dans le secteur, vu les expertises et les capacités remarquables dont disposent les deux pays ». Il a également été convenu « d'échanger les expertises et expériences en matière de réalisation de projets ferroviaires et de transport guidé, en assurant la formation des ingénieurs et des cadres dans ces deux domaines à travers des échanges de visites entre les parties concernées ».

DÉVELOPPEMENT DES CHEMINS DE FER

L'Algérie a opéré un bond qualitatif, selon l'UIC

L'Union internationale des chemins de fer (UIC) a salué, mardi, les projets "ambitieux et intéressants" réalisés par l'Algérie et ceux en cours de réalisation dans le domaine des chemins de fer, affirmant que l'Algérie a opéré un bond qualitatif en matière de développement de ce type de projets. Dans une déclaration à l'APS, en marge d'une journée d'étude organisée par l'Agence nationale d'études et de suivi de la réalisation des investissements ferroviaires (ANESRIF), le représentant de l'UIC, Jesus Palma a précisé que "l'Algérie a opéré un bond qualitatif dans le développement de ses grands projets, notamment ceux relatifs à la réalisation d'un vaste réseau de chemins de fer dans les régions sahariennes". Ce type de projets ambitieux représente "un grand défi" à relever, compte tenu des conditions géographiques difficiles au sud du pays, a-t-il indiqué, relevant que ce que l'Algérie entreprend sur ce plan "constitue un expérience intéressante, et nous souhaitons comprendre les solutions présentées par l'Algérie pour le développement des infrastructures dans les régions sahariennes". "Les réalisations de l'Algérie suscitent l'admiration. J'ai également visité le projet d'extension du métro d'Alger, c'est un projet remarquable qui met en avant le développement des infrastructures en Algérie", a-t-il affirmé.
L'Algérie occupe "une position privilégiée" dans le continent africain en termes d'infrastructures, et joue "un rôle majeur" dans l'établissement d'une liaison entre l'Afrique et l'Europe, selon le même responsable, ajoutant que les projets d'infrastructures en cours de réalisation dans le domaine du transport ferroviaire "ne sont pas uniquement une fierté pour l'Algérie mais également pour les membres de l'UIC". L'UIC a affiché sa disposition à renforcer la coopération avec l'Algérie pour suivre le développement de son infrastructure, notamment en termes d'appui technique et de facilitation de l'opération d'achat des billets de train par les voyageurs ainsi que l'organisation de sessions de formation.
Lors de la journée d'étude organisée sous le thème "les solutions innovantes dans le domaine du transport ferroviaire", dans le cadre de la 20e édition du Salon international des travaux publics (SITP), tenu du 24 au 27 novembre, les participants ont évoqué les principales solutions techniques en matière de système de signalisation et de télécommunication dans le domaine des chemins de fer. A cet égard, le Directeur général (DG) de l'ANESRIF, a affirmé dans son allocution d'ouverture que l'innovation représentait "la clé" pout tout développement en matière d'infrastructures, notamment les chemins de fer, en trouvant des solutions innovantes pour la protection des lignes et la sécurisation des trains. De son côté, le directeur d'études et de contrôle de gestion à l'ANESRIF, M. Nabil Boubaya, a indiqué que l'Agence veillait à l'utilisation des techniques de pointe dans le domaine des télécommunications et des systèmes de signalisation adoptés par l'UIC. Les représentants des sociétés internationales et des centres de recherches algériens, ont exposé les techniques de pointe qui s'appuient sur l'internet 4G et 5G, permettant l'augmentation du nombre de trains en circulation grâce à la transmission rapide des informations sur le trafic des trains, ainsi que les techniques de protection des chemins de fer contre l'avancée des sables et les catastrophes naturelles.

R E.

INDUSTRIE

Ghrieb procède à l'installation du Secrétaire général et du Chef de cabinet du ministère

Le ministre de l'Industrie, Sifi Ghrieb, a présidé, mardi à Alger, la cérémonie d'installation de Salem Ahmed Zaïd au poste de Chargé des affaires du Secrétariat général du ministère et de Mokhtar Bourouina au poste de Chargé de la gestion du Cabinet, et ce en présence de Fouad Hadji, ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique, indique un communiqué du ministère. Lors de la cérémonie d'installation, le ministre a souligné "l'importance de poursuivre les efforts consentis pour le développement du secteur de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, à la lumière des grands défis que connaît le secteur", saluant "le rôle important qu'il incombe aux cadres du secteur dans la relance de la dynamique qualitative escomptée". Pour sa part, le ministre délégué auprès du ministre de l'Industrie, chargé de la Production pharmaceutique, Fouad Hadji a insisté sur l'importance de la ressource humaine dans le développement du secteur. L'installation de MM. Salem Ahmed Zaïd et Mokhtar Bourouina intervient en remplacement de Drifa Khoudir et de Amina Bendahmane, conclut le document.

17E ÉDITION DU CONCOURS "MEDIA STAR"

"Ooredoo" organise une cérémonie de remise de prix

L'opérateur de téléphonie mobile "Ooredoo", a organisé à Alger, une cérémonie de remise des prix de la 17e édition du concours "Media Star", consacrée au thème de "la transformation digitale et l'intelligence artificielle en Algérie : Enjeux et défis". La cérémonie, qui s'est déroulée lundi, a vu la présence de personnalités officielles et de représentants d'organismes gouvernementaux ainsi que des journalistes. Le jury a sélectionné douze (12) lauréats sur un total de 123 participants à cette édition dans les catégories suivantes: presse écrite, médias électroniques et programmes radiophoniques et télévisuels. Cette cérémonie a été marquée par la remise des prix de la première édition de "l'Etoile Montante" sur le même thème, aux étudiants de la faculté des sciences de l'information et de la communication et de l'Ecole supérieure de journalisme et de sciences de l'information (ENSJSI).

PÉTROLE

Goldman Sachs prévoit un prix moyen de 76 $ le baril en 2025

Alors que le conflit au Proche-Orient n'a jusqu'ici pas affecté l'approvisionnement en pétrole de l'Iran ou d'autres producteurs du Golfe Persique, la baisse des cours moyens de brut attendue en 2025 devrait découler essentiellement d'une offre excédentaire.
Le prix moyen du baril de Brent, qui sert de prix de référence pour une grande partie de la production pétrolière mondiale, devrait tourner autour de 76 dollars en 2025, dans un contexte d'excédent attendu de l'offre, a estimé la banque américaine Goldman Sachs dans une note adressée à ses clients le vendredi 22 novembre. Cette prévision représente une baisse de 4 dollars par baril par rapport au prix moyen de l'année en cours (80 dollars), a-t-on précisé de même source.
« Notre scénario de base est que le Brent reste dans une fourchette de 70 à 85 dollars, avec une forte capacité de réserves limitant la hausse des prix, et l'élasticité des prix de l'OPEP et de l'offre de schiste limitant la baisse des prix », ont souligné les analystes de la banque d'investissement.
Goldman Sachs a estimé que l'excédent de l'offre mondiale de brut devrait atteindre 400 000 barils par jour (bpj) l'année prochaine, avant de culminer à 900 000 bpj l'année suivante. Au regard de la hausse attendue de cet excédent, la banque de Wall Street prévoit une baisse des prix du Brent en 2026, à 71 dollars le baril.
Elle note cependant qu'il existe un risque de hausse des prix à court terme, si les Etats-Unis appliquent des sanctions plus fortes à l'industrie pétrolière et aux exportations iraniennes. Dans cette hypothèse, le prix du Brent pourrait atteindre 85 dollars le baril au premier semestre de l'année prochaine, si l'offre de pétrole iranien diminuait d'environ 1 million de bpj en cas d'application plus stricte des sanctions après l'entrée en fonction du nouveau président américain Donald Trump.
Goldman s'attend par ailleurs à ce que la demande de pétrole continue d'augmenter au cours des dix prochaines années, en raison de la hausse de la demande totale des produits énergétiques, de la croissance économique mondiale, et des défis actuels liés à la décarbonisation des transports aériens et des produits pétrochimiques.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ L'A ANNONCÉ

88 milliards DA consacrés à la lutte contre le cancer

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a présidé, mardi à Alger, la clôture des travaux du 8e colloque international de l'Association algérienne de pharmacie hospitalière et oncologique (SAPHO). Dans son allocution à cette occasion, M. Saihi a réaffirmé que le ministère de la Santé "s'est engagé à concrétiser la numérisation dans son plan d'action, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans une démarche proactive visant sa généralisation à l'ensemble des établissements de santé et domaines concernés". Et de souligner "le rôle primordial de la numérisation, notamment au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH), où cette opération est devenue plus que nécessaire", précisant dans ce cadre que "plus de 56% du budget de cet établissement, soit 88 milliards DA, est consacré à la lutte contre le cancer". Abordant la question de la réforme budgétaire, M. Saihi a indiqué que le ministère de la Santé "opte actuellement pour un budget-programme axé sur les résultats plutôt que sur les objectifs", ajoutant que le secteur "œuvre à opérer un changement pour une utilisation optimale des ressources disponibles afin de répondre aux besoins de la gestion publique". Parmi les recommandations formulées lors de ce colloque qui a réuni, trois jours durant, des experts nationaux et internationaux, figurent "la numérisation des pharmacies hospitalières et le bon usage des antibiotiques pour lutter contre les bactéries résistantes". Les experts ont, en outre, souligné "la nécessité de numériser l'ensemble des hôpitaux et de permettre aux pharmaciens de participer à la plateforme de la PCH", qui a également mis en place une plateforme numérique dédiée à la surveillance des pénuries de médicaments essentiels au sein des établissements publics hospitaliers (EPH).

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	425,00	NC	0,00	-0,17	-0,76	8,20	7,06	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 320,00	2320,00	0,00	0,87	0,81	6,96	7,76	2850	6 612 000,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 278,00	2273,00	-0,22	0,10	-0,58	11,96	5,50	2170	4 932 410,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	-0,27	-4,90	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,00	-14,05	2,03	-	0	0,00

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 27 نوفمبر 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date :27 Novembre 2024

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ	
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum	المنتجات	
Légumes frais	Pomme de terre	74	88	60	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	78	86	70	الطماطم	
	Oignon sec	50	58	43	البصل الجاف	
	Ail sec	439	501	378	الثوم الجاف	
	Carotte	72	81	63	الجزر	
	Navet	86	95	76	لفت	
	Choux fleur	72	82	62	قرنبيط	
	Choux	75	85	65	الكرنب	
	Courgette	119	133	106	الكوسة	
	Haricot vert	147	164	131	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	98	111	85	الخس	
Fruits frais	Clémentine	188	227	149	الكليمونتين	فواكه طازجة
	Orange	177	219	136	البرتقال	
	Citron	149	170	128	الليمون	
	Pomme locale	366	471	262	التفاح المحلي	
	Datte	491	617	366	التمر	
	Grenade	141	169	114	الرمان	
	Banane	426	441	410	الموز	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1753	1884	1622	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	429	441	417	الدجاج	
	Œufs (Unité)	19	20	18	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	97	102	92	حليب البقر (لتر)	

UN CONCOURS NATIONAL AURA LIEU FIN DÉCEMBRE

Sonatrach à la recherche de jeunes talents

Le Groupe Sonatrach, acteur clé de l'industrie pétrolière et gazière en Algérie, lance un concours national de recrutement destiné aux diplômés des universités et écoles algériennes. SmaïnAlatou, directeur exécutif des ressources au sein de Sonatrach, a encouragé les jeunes talents de toutes les wilayas du pays à participer massivement à cette initiative, soulignant son importance cruciale pour la croissance et l'avenir énergétique de l'Algérie.

Par Mourad A.

Ce concours, prévu pour fin décembre, est ouvert à tous les diplômés des universités et établissements académiques algériens. Lors de son intervention sur les ondes de la « Chaîne III » de la radio nationale, Smaïn Alatou a précisé que le concours s'adresse aux ingénieurs titulaires d'un Bac+5 dans les spécialités ciblées, ainsi qu'aux techniciens qualifiés ayant un Bac+3 dans des domaines techniques. « L'objectif est de donner une chance à tous les talents du pays, avec un classement final à l'issue du concours pour déterminer les lauréats », a-t-il expliqué.
Sonatrach cible cette année 19 spécialités dans le cadre de ce concours, signalant ainsi une évolution vers les secteurs d'avenir. Parmi ces spécialités figurent des domaines traditionnels tels que le forage, la géophysique, et la production des hydrocarbures, mais aussi des filières plus novatrices comme les énergies renouvelables, l'hydrogène vert, et l'intelligence artificielle. Ce focus sur les technologies émergentes reflète l'engagement de Sonatrach à moderniser et diversifier son secteur, tout en répondant aux défis énergétiques mondiaux.Le processus de sélection sera rigoureux et transparent. Les corrections seront effectuées de manière anonyme, et les candidats auront la possibilité de contester les résultats s'ils le souhaitent. « Sonatrach prend toutes les mesures nécessaires pour garantir l'équité et l'intégrité du concours, offrant ainsi une grande confiance aux candidats », a précisé M. Alatou. Ce concours national s'inscrit dans une stratégie plus large de Sonatrach visant à attirer les meilleures compétences et à renforcer son potentiel en matière d'innovation. L'entreprise établit des partenariats avec les universités et instituts algériens afin de capter la matière grise du pays, en particulier parmi les jeunes diplômés prometteurs, y compris les majors de promotion.En parallèle de ce concours, Alatou a annoncé un plan de recrutement ambitieux pour 2025, qui concernera des métiers dans les domaines du soutien, du juridique, de la finance, et de la planification. « Ce recrutement se fera principalement à l'échelle locale, en tenant compte de la résidence des candidats, et viendra compléter le processus actuel en élargissant les opportunités au-delà des métiers techniques », a-t-il ajouté. Les inscriptions pour ce concours national seront ouvertes dès aujourd'hui, 28 novembre, sur le site internet dédié, et ce, jusqu'au 10 décembre. Les candidats devront également s'assurer de leur inscription auprès des structures de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM) avant de soumettre leur candidature. Avec cette initiative, Sonatrach ambitionne non seulement de renforcer ses capacités humaines, mais aussi d'accompagner l'évolution de l'industrie énergétique en Algérie, en intégrant les dernières innovations technologiques et en répondant aux défis de demain. « Nous comptons sur la jeunesse algérienne pour participer activement à ce projet et à la transformation du secteur énergétique », a conclu Smaïn Alatou.

OULED DJELLAL

Une récolte prévisionnelle de plus de 697.000 qx

La direction des services agricoles de la wilaya d'Ouled Djellal prévoit une production de 697.336 quintaux de diverses variétés de dattes au titre de la saison agricole 2024-2025, apprend-on mercredi auprès du chef du service de production et soutien technique de cette direction, Rabah Hafnaoui. Ces prévisions tablent sur la production de 556.138 quintaux de dattes de la variété "Deglet Nour" , plus de 41.000 quintaux de "Ghers" et plus de 99.000 de "Degla Beida" au terme de la campagne de récolte entamée dernièrement à travers les oasis de la wilaya, a précisé à l'APS M. Hafnaoui. Comparativement à la saison précédente, cette récolte est en hausse à la faveur de l'entrée de phase de production de 20.000 palmiers dattiers et des programmes publics de soutien incluant les campagnes de sensibilisation et de prévention des divers fléaux, a précisé la même source. Ainsi, pas moins de 401.790 palmiers producteurs ont été traités contre le Boufaroua (acarien ravageur) et 372.800 palmiers contre le ver de la datte, selon la même source. Connue pour sa vocation phœnicicole, la wilaya d'Ouled Djellal compte plus de 733.675 palmiers dattiers dont 661.153 producteurs, a rappelé le même cadre de la direction des services agricoles.

HYDRAULIQUE

Quatre nouveaux barrages opérationnels d'ici 2025

Par M A.

Face à l'urgence du stress hydrique, l'Algérie intensifie ses efforts pour optimiser la gestion de ses ressources en eau, un enjeu vital pour le pays. Dans cette optique, la construction de nouveaux barrages constitue une priorité pour renforcer le réseau de gestion hydrique national. Actuellement, quatre barrages sont en cours de réalisation dans différentes régions : deux à Tizi-Ouzou, un à Souk Ahras et un autre à El Tarf, conçu pour compléter le réseau régional. Selon Nadia Ouchar, directrice centrale des études à l'Agence Nationale des Barrages et des Transferts (ANBT), le barrage d'Oued Djedra à Souk Ahras sera le premier à être livré d'ici la fin de l'année, tandis que les autres infrastructures seront opérationnelles d'ici 2025. Intervenant sur les ondes de la « Chaîne II » de la radio nationale, Nadia Ouchar a rappelé que le réseau de barrages en Algérie est un pilier de la gestion des ressources hydriques dans un pays où l'eau représente un enjeu stratégique. « Actuellement, 81 barrages répartis sur l'ensemble du territoire national jouent un rôle crucial dans l'approvisionnement en eau potable, l'irrigation agricole et le soutien à l'industrie », a-t-elle affirmé. Toutefois, elle a signalé des défis majeurs, notamment un taux de remplissage national moyen de seulement 35,2 %, qui illustre une gestion inégale des ressources selon les régions. « Dans l'Ouest, le taux de remplissage atteint 46 %, une situation relativement favorable comparée à d'autres régions », a-t-elle précisé. En revanche, la région d'Oued Chlef enregistre un taux de 11,8 %, traduisant une forte pression hydrique. Quant au Centre, avec un taux de 16,66 %, et l'Est, qui bénéficie d'un taux de 53 %, ces chiffres mettent en lumière des disparités géographiques marquées. Pour remédier à ces déséquilibres, Nadia Ouchar a annoncé : « L'Algérie prévoit d'ajouter quatre nouveaux barrages d'ici 2025, portant leur nombre total à 85. Ces projets s'inscrivent dans une stratégie nationale visant à répondre à l'augmentation des besoins en eau et à atténuer les effets du stress hydrique, particulièrement dans les zones les plus touchées. » Ces initiatives reflètent, selon elle, « une volonté d'assurer une gestion durable et équitable de l'eau, essentielle au développement socio-économique du pays ». Elle a également mis en avant l'objectif de sécuriser les ressources hydriques face aux défis climatiques et démographiques, tout en favorisant le développement agricole et industriel. Pour compléter ce dispositif, l'Algérie a développé un réseau de transferts d'eau, véritable infrastructure de solidarité hydrique entre les régions. « Le transfert de Beni Haroun est un modèle de gestion intégrée », a-t-elle souligné. Ce projet, alimenté par un système de six barrages, approvisionne six wilayas de l'Est, notamment Mila, Constantine, Jijel, Oum El Bouaghi, Batna et Khenchela, et joue un rôle central dans une région à forte densité démographique et industrielle. Elle a également insisté sur l'importance stratégique du transfert d'El Mao, qui « permet d'acheminer l'eau vers les wilayas de Mostaganem, Oran et Relizane, tout en soutenant la zone industrielle d'Arzew-Oran, un pôle économique majeur ». Enfin, le transfert destiné aux Hautes Plaines Sétifiennes contribue, selon elle, à réguler l'approvisionnement en eau dans des zones de forte consommation, participant ainsi à un développement régional équilibré.
En dépit des faibles taux de remplissage, l'exploitation des barrages se poursuit de manière régulière, même en période de faibles précipitations. Cela nécessite une gestion rigoureuse des ressources disponibles, en particulier dans les régions les plus touchées. Nadia Ouchar a conclu en soulignant le rôle stratégique de l'ANBT : « Elle s'appuie sur une stratégie axée sur l'engagement et la compétence, visant à garantir une gestion optimale des barrages, leur entretien et une répartition équitable de l'eau. Cette approche est d'autant plus cruciale face aux défis posés par le changement climatique et la variabilité des précipitations. »

APN

Séance plénière jeudi consacrée aux questions orales à cinq ministres

L'Assemblée populaire nationale (APN) tiendra, jeudi, une séance plénière consacrée aux questions orales adressées à plusieurs membres du Gouvernement, a indiqué mercredi un communiqué de l'APN. Ces questions orales concernent les secteurs de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, des Moudjahidine et des Ayants droit, de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche et des Travaux publics et des Infrastructures de base, précise le document.

BORDJ BOU ARRERIDJ/ZONE INDUSTRIELLE MECHTA FATMA

Vers la création de plus de 4.000 emplois

Les 40 unités de production appelées à entrer en activité "au cours du 1er trimestre 2025" au niveau de la zone industrielle Mechta Fatma dans la commune d'El Hamadia (Sud de Bordj Bou Arreridj) devront générer plus de 4.000 emplois, a assuré mardi le wali, Kamel Nouicer. Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection de cette zone industrielle qui porte désormais le nom du défunt moudjahid Abdelmadjid Ouchiche, M. Nouicer a souligné que ces unités devront contribuer avec force aux efforts de développement en offrant plus de 4.000 emplois dans les divers domaines des industries de transformation, de la mécanique et des textiles. La wilaya ambitionne de contribuer également avec force à l'effort national de redressement de l'économie algérienne annoncé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune qui s'est engagé à porter le nombre des projets d'investissement à 20.000 durant son second mandat de sorte à "s'en passer des importations et à encourager les exportations et la pénétration des marchés africains et des zones économiques franches". Le wali a relevé en outre que la wilaya de Bordj Bou Arreridj jouit de grandes potentialités économiques et les autorités publiques veulent attirer les investisseurs privés de sorte à faire de 2025 une année de l'investissement local avec le parachèvement des travaux d'infrastructures de base des zones industrielles à travers leur raccordement aux installations énergétiques dont les deux centrales électriques et l'aménagement du réseau routier local. Les services de la wilaya ont octroyé une enveloppe financière de 6 milliards DA pour l'aménagement de la zone industrielle Mechta Fatma en plus de 2 milliards DA pour l'aménagement de la zone industrielle R'maïl dans la commune de Ras El Oued.

R E.

JIJEL

Gros plan sur la gare routière de «catégorie b» à Taher

Le wali de Jijel, Ahmed Meguelati, une réunion de coordination décisive au siège de la wilaya. L'objectif principal était d'examiner le projet de construction d'une gare routière de catégorie B (infrastructure de transport intercommunal disposant d'équipements modernes et répondant à des normes techniques précises, NDLR) dans la commune de Taher.
Cette rencontre a réuni les responsables des secteurs clés – transport, travaux publics, énergie, mines, ressources en eau, environnement et domaines de l'État – et a mis en lumière l'importance cruciale de ce projet structurant, qui devrait transformer en profondeur le système de transport de la région. Meguelati a insisté sur plusieurs points stratégiques, à commencer par le respect impératif des normes techniques et environnementales. Selon lui, il est essentiel que cette infrastructure réponde aux standards modernes, garantissant sa durabilité, sa sécurité et minimisant son impact écologique.
Le wali a également appelé à une collaboration étroite entre les différents secteurs impliqués, visant à surmonter les défis logistiques et techniques par une synergie intersectorielle. Chaque acteur devra assumer pleinement ses responsabilités, dans un esprit de concertation et d'efficacité, a-t-il souligné. Plus qu'un simple projet d'infrastructure, cette gare routière représente un enjeu majeur de développement socio-économique de la wilaya. Elle pourrait significativement améliorer la mobilité des habitants, attirer des investisseurs et dynamiser l'économie locale.

ADRAR

Lancement d'une campagne de sensibilisation aux risques du monoxyde de carbone

La direction de la Protection civile de la wilaya d'Adrar a lancé une vaste campagne de sensibilisation aux risques du monoxyde de carbone (CO) dans les différentes cités et villes ayant bénéficié récemment du gaz de ville et de détecteurs CO, a indiqué, mardi, un communiqué de la Direction générale de la protection civile (DGPC).
Cette opération qui s'étalera jusqu'au 31 mars 2025, s'inscrit dans le cadre de "l'application du plan annuel de communication de la DGPC, dans son volet relatif à la sensibilisation au risque d'intoxication par le monoxyde de carbone", précise le communiqué qui rappelle que cette wilaya a bénéficié récemment de l'opération d'installation de détecteurs de CO par les services de Sonelgaz, avec l'approche de la saison hivernale".
Cette opération de sensibilisation "est destinée aux citoyens, à travers la programmation d'opérations de sensibilisation au profit des établissements éducatifs, des centres culturels et des résidences universitaires, outre l'organisation de conférences de sensibilisation au niveau des mosquées de la wilaya et des écoles coraniques, afin de contribuer à ancrer la culture de prévention chez les citoyens et à les sensibiliser aux risques du monoxyde de carbone, ce tueur silencieux", a conclu le communiqué.

AÏN TEMOUCHENT

Programme de réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales

La wilaya d'Aïn Temouchent a bénéficié d'un programme portant sur la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales, a annoncé, mardi, le wali, Mabrouk OuledAbdennebi.

Lors de la pose de la première pierre pour la construction d'une infrastructure de stockage de céréales dans la commune d'Aghlal, le wali a souligné que "la wilaya a bénéficié d'un programme pour la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales" indiquant que "les procédures sont en cours pour leur concrétisation sur le terrain".
Il a également insisté sur "l'importance de ce programme initié par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre de la stratégie visant à renforcer les capacités de stockage en vue d'atteindre les objectifs de sécurité alimentaire".
Le premier responsable de l'exécutif de la wilaya d'Aïn Temouchent a mis l'accent sur l'impératif de respecter les délais

fixés pour la concrétisation des ces infrastructures.
La capacité de stockage de l'infrastructure de stockage des produits céréaliers, dont les travaux ont été lancés dans la commune d'Aghlal, est estimée à 5.200 tonnes, pour une enveloppe budgétaire de 230 millions DA allouée à sa réalisation, selon les explications fournies à cette occasion.
La directrice de l'urbanisme, de l'architecture et de la construction de la wilaya, Hafida Barbaoui, chargée du suivi de l'opération a précisé que "la wilaya a bénéficié d'un budget de 2,2 milliards DA pour la réalisation de neuf infrastructures de stockage de céréales, signalant que les procédures de sélection des entreprises chargées des travaux ont été finalisées pour sept projets.
Par ailleurs, le wali a inspecté le projet de réalisation d'un silo en structure métallique de stockage de céréales dans la commune d'Aïn El Kihel.

GUELMA

358 ha pour les cultures oléagineuses à l'unité de production agricole Richi Abdelmadjid

L'unité de production agricole Richi-Abdelmadjid, dans la commune de Belkheir (Guelma) a réservé au titre de la saison agricole 2024-2025 une superficie de 358 hectares pour les cultures oléagineuses, apprend-on mardi auprès de son directeur, Brahim Bousseta.
Le programme d'action de l'unité qui s'étend sur 1000 hectares projette de consacrer durant l'actuelle saison 211 hectares pour la culture du colza et 147 hectares pour la culture de tournesol, a précisé à l'APS M. Boussetta. Le but ainsi fixé pour cette saison consiste à produire 7.480 quintaux de plantes oléagineuses dont 5.271 quintaux de colza et 2.209 quintaux de tournesol, selon la même source.
Ces objectifs reposent sur des prévisions de rendement de 25 quintaux par hectare pour le colza et 15 quintaux par hectare pour le tournesol, selon la même source qui a souligné que les expériences de culture de ces deux plantes menées par le passé à l'unité avaient été encourageantes.
La réservation de cette importante superficie pour la culture des oléagineux par l'unité qui était auparavant une ferme pilote s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des programmes agricoles tracés par les pouvoirs publics pour parvenir à l'autosuffisance et assurer la sécurité alimentaire, a souligné le directeur de l'unité.

BISKRA

Renforcer les capacités financières des exportateurs pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures

Les participants à la journée d'étude sur "les mécanismes de financement et leur rôle dans le succès des opérations d'exportation", organisée mardi à Biskra, ont affirmé "la nécessité de renforcer les capacités financières des exportateurs de produits nationaux par le truchement des services bancaires pour promouvoir les exportations hors hydrocarbures".
Dans son intervention, le directeur général du Centre commerce international d'Alger, Ahmed Tibaoui, a estimé que les exportateurs algériens des divers secteurs "sont appelés à connaitre les mécanismes de financement offerts par les établissements financiers permettant d'accélérer les opérations d'exportations dont le financement de renforcement des capacités de stockage et de transport tout en accordant davantage d'intérêt pour les opérations de conditionnement et d'emballage conformément aux exigences du marché international".
Il a également ajouté que le centre qu'il dirige coordonne avec 323 autres centres de 91 pays et "œuvre avec les exportateurs pour promouvoir les opérations d'exportation qui exigent de la rapidité, notamment à travers le club d'exportation qui œuvre à former les exportateurs par leur initiation aux facilités accordées par l'Etat et à la coopération avec des exportateurs sur les places du commerce international".
De son côté, Ali Manaâ, producteur et exportateur de dattes de Tolga (Biskra) a considéré que les facilités offerts par l'Etat pour valoriser le produit national et le placer sur les marchés internationaux exigent des efforts supplémentaires des exportateurs et de mobiliser les ressources financières nécessaires pour garantir la chaine d'exportation, estimant que les ressources propres de l'opérateur restent insuffisantes et nécessitent des ressources pour l'accès aux centres de stockage, le transport et le transfert des produits vers les ports d'exportation à assurer par les établissements financiers.
Lamine Hachemi de la Confédération des industriels et producteurs algériens a estimé de son côté que les exportateurs doivent "étudier les marchés internationaux et leurs besoins et y placer le surplus de la production conformément aux règles légales", relevant que l'exportateur peut être confronté à des difficultés financières dues à d'éventuelles charges supplémentaires susceptibles de mettre fin à son activité d'où l'importance de l'accompagnement par les institutions financières.
Organisée par le club exportation du Centre de commerce international pour la première fois en dehors d'Alger, la rencontre a regroupé près de 50 exportateurs et opérateurs économiques dans le cadre des efforts de formation des exportateurs et de présentation des potentialités économiques de la wilaya de Biskra pouvant contribuer à la promotion des exportations hors hydrocarbures, selon les organisateurs.

L'austérité est un projet profondément antidémocratique

L'austérité ne constitue pas un faux-pas économique. Il s'agit d'un projet vieux d'un siècle visant à saper la démocratie dans des domaines cruciaux de notre vie.Un retraité fait face à la police à un arrêt de bus à Buenos Aires, en Argentine, pour protester contre la décision du président de ne pas ajuster les pensions minimales à l'inflation.

1ère partie

L'austérité est omniprésente. Augmentation des taux d'intérêt, nouvelles privatisations, contrats de travail de plus en plus flexibles, réduction des soins de santé et de l'enseignement public, réduction de l'impôt sur les plus-values et augmentation des taxes sur la consommation.
Chaque réforme économique nous est présentée comme une nécessité : nous devons nous serrer la ceinture, sous peine de voir notre État faire faillite. Nous nous devons d'être réalistes et faire des choix difficiles, comme l'exige la situation économique. Une vision de l'économie en tant que science pure, objective et logique nous fascine. Il n'y a pas d'alternative, il n'y a pas d'autre choix que de s'en remettre aux experts.
Mais qu'entendent ces experts lorsqu'ils utilisent cette expression apparemment omniprésente ? La plupart d'entre eux décrivent cela comme une politique économique qui consiste à réduire les dépenses publiques et à augmenter les impôts. C'est là que réside le premier piège : les économistes utilisent le prisme de l'agrégat, de l'ensemble. Ces experts parlent des économies américaine, française ou brésilienne comme d'entités nationales cohérentes. Mais en y regardant de plus près, il s'agit pourtant d'abstractions grossières qui cachent de profondes fractures de classes, que ce soit entre elles ou au sein des économies nationales.
Si nous prenons les dépenses globales de l'État dans le pays où nous vivons et travaillons, à savoir les États-Unis, il n'y a aucune trace d'austérité. En réalité, l'État dépense beaucoup, en particulier pour garantir le profit des actionnaires, grâce à des subventions publiques accordées aux entités privées du complexe militaro-industriel et d'autres secteurs. Sous Joe Biden, les Etats-Unis se sont endettés pour inciter les gestionnaires d'actifs à investir dans la transition verte, relancer le secteur financier américain et envoyer au moins 12,5 milliards de dollars d'aide militaire à Israël en moins de dix mois. Venant s'ajouter à une nouvelle « aide » envoyée en août, cela assure des marchés à plus de cinquante multinationales impliquées dans un massacre perpétré par Israël qui aurait déjà tué 186 000 personnes, dont 70 % de femmes et d'enfants, selon les estimations des experts médicaux.
L'austérité n'est pas pas seulement le fait que l'État fait des dépenses, mais aussi où il en fait – ou, mieux encore, pour qui il en fait.
Les dépenses publiques ne diminuent donc pas, mais la question qui se pose est différente. L'austérité n'est pas seulement le fait que l'État fait des dépenses, mais où il en fait – ou, mieux encore, pour qui il en fait. De fait, le mensonge de l'austérité sert à s'assurer que, quel que soit le parti au pouvoir ou l'opinion publique, la démocratie n'interfèrera pas avec le cours normal des choses.

L'État de qui, les intérêts de qui ?

Lorsque le gouvernement des États Unis, comme celui de la plupart des États, augmente les dépenses militaires ou vient à la rescousse des banques tout en réduisant les dépenses de santé, d'éducation, de transports, de construction de logements publics ou d'allocations de chômage, il transfère structurellement les ressources de la majorité des travailleurs vers le 1 % de la population qui vit principalement de la propriété du capital (c'est-à-dire des dividendes d'actions, des rentes et des intérêts). En d'autres termes, l'austérité ne consiste pas à dépenser moins, mais à dépenser de manière « correcte » – en faveur d'une élite économique et financière et au détriment de la majorité de la population.
Alors que nous peinons à financer des traitements médicaux de base, que nous sommes contraints d'envoyer nos enfants dans des écoles surchargées et sous-financées et que nous faisons la queue pour renouveler nos documents officiels, les coffres de Lockheed Martin et de BlackRock sont constamment renfloués. Rien qu'en 2023, l'État américain a acheté pour près de 50 milliards de dollars d'armes à Lockheed Martin. Bien que les dépenses sociales soient amputées, pour la classe capitaliste, l'idée qu'il n'y a plus d'argent n'existe pas.
Le même principe s'applique aux recettes de l'État, le revers de la médaille de l'austérité : il ne s'agit pas de savoir si l'État augmente les impôts, mais pour qui il le fait. Aujourd'hui, la plupart des gouvernements mettent en œuvre des réformes fiscales régressives, en continuant de réduire les impôts pour les détenteurs de revenus du capital (sans parler des généreuses niches fiscales) tout en augmentant les impôts de ceux dont les revenus proviennent du travail, qui ont peu de possibilités d'évasion fiscale étant donné qu'ils sont imposés directement sur leur fiche de paie. Aux États-Unis, les personnes qui tirent leur revenu à partir de leur travail sont imposées de manière disproportionnée par rapport à celles qui gagnent leur revenu grâce à des plus-values – dont la plupart sont le fait des riches (en 2019, les 1 % les plus riches représentaient 75 % de toutes les plus-values aux États-Unis, et les 0,1 % les plus riches en réalisaient à eux seuls près de la moitié). En outre, alors que les taxes sur les ventes, les droits d'accise (sur le carburant) et les taxes sur l'alcool – que nous payons tous de la même manière, indépendamment de nos revenus – augmentent dans la plupart des États américains, l'impôt fédéral sur les sociétés a été réduit (de 35 % à 21 % en 2017), de même que les impôts sur les tranches de revenus les plus élevées (de 92 % en 1953 à 37 % en 2023).
Aujourd'hui, la plupart des gouvernements mettent en œuvre des réformes fiscales régressives, en continuant à réduire les impôts pour les détenteurs de revenus du capital tout en augmentant les impôts de ceux dont les revenus proviennent du travail.
Voilà qui nous conduit à cette situation absurde. Ainsi, dans une entreprise comme Walt Disney, un concierge devrait travailler deux mille ans pour gagner autant que le PDG en un an, et qui voit les actionnaires payer beaucoup moins d'impôts que les travailleurs dont le travail génère les bénéfices. Walt Disney n'est pas une brebis galeuse, mais bien un symbole qui fait pâle figure par rapport à d'autres entreprises. En 2018, parmi les sociétés américaines qui ont payé zéro dollar d'impôt fédéral sur le revenu on comptait des entreprises comme IBM, Starbucks, Netflix, Delta, Chevron, GM et Amazon. L'exemple le plus flagrant de fiscalité régressive est la réduction des droits de succession, un impôt qui a perdu toute pertinence en termes de recettes fiscales dans le monde entier. Aux États-Unis, grâce au mécanisme des trusts de rente (également appelé le Grantor Retained Annuity Trust), les multimillionnaires peuvent transmettre leur patrimoine aux générations suivantes en ne payant aucun impôt.
En ayant ces faits à l'esprit, nous pouvons rejeter le trope commun qui voudrait que les politiques d'austérité soient conçues comme un jeu à somme nulle entre l'État et le marché. Le capitalisme d'austérité ne signifie pas moins d'État, mais plutôt un État qui contribue activement à soutenir le marché en agissant selon la logique de l'expropriation des ressources du plus grand nombre (qui vit de son salaire) au profit du plus petit nombre (qui subsiste principalement grâce au capital). L'austérité « gère » l'économie au sens le plus radical du terme : elle nous précarise et nous rend dociles tout en veillant à ce que le système économique ne soit jamais remis en question. L'austérité dépasse les clivages politiques. Paradoxalement, c'est souvent la gauche autoproclamée qui tire parti de l'austérité, depuis le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva au Brésil jusqu'au parti travailliste au Royaume-Uni. Ce fut notamment le cas de la coalition sociale-démocrate-verte allemande de Gerhard Schröder, qui a entrepris de vastes coupes sociales et des réformes du marché du travail qu'aucun gouvernement conservateur n'aurait osé entreprendre.

Les trois volets de l'austérité

L'austérité budgétaire va souvent de pair avec des politiques monétaires consistant à augmenter les taux d'intérêt, comme la Banque centrale européenne l'a fait presque tous les mois depuis juillet 2022. C'est une bonne nouvelle pour les détenteurs de capitaux (ceux-là que l'État choisit de ne pas taxer mais à qui il emprunte, ce qui leur rapporte des intérêts). C'est une mauvaise nouvelle pour les familles qui dépendent de prêts pour leur survie quotidienne et qui se retrouveront à payer des hypothèques plus élevées et à accumuler les dettes sur leurs cartes de crédit.
La situation des ménages salariés n'est pas seulement critique pour eux en tant que consommateurs, elle l'est encore plus pour eux en tant que salariés. Tout d'abord, la hausse du coût de l'argent augmente les dépenses d'emprunt du gouvernement pour les services sociaux, ce qui est ensuite invoqué pour justifier de nouvelles coupes. Celles-ci, à leur tour, augmentent la marchandisation de droits fondamentaux tels que les soins de santé et l'éducation et, partant de là, poussent les employés actifs à accepter n'importe quel emploi susceptible de leur permettre d'en assumer le coût. En outre, l'austérité monétaire a un impact direct sur le marché du travail. Le coût élevé de l'argent ralentit en effet l'économie ; la baisse des offres d'emploi et la hausse du chômage affaiblissent le pouvoir de négociation des travailleurs. En 2022 et 2023, la rigueur monétaire a déterminé l'ordre du jour de la Réserve fédérale américaine et a fait augmenter le nombre de chômeurs de 1,3 millions entre juillet 2023 et juillet 2024.
Comme le rappelle l'actuelle secrétaire au Trésor américain, Janet Yellen : « Les taux d'intérêt ne peuvent être bas que si les salariés sont précaires. »
La vague austéritaire actuelle a été précédée par plus d'une décennie de taux d'intérêt très bas, en particulier après 2008, ce qui a directement profité à concentrer le pouvoir économique entre les mains des gestionnaires d'actifs et du capital « cloud » [qui tire ses revenus des services en lignes, NdT]. Cependant, comme le rappelle l'actuelle secrétaire au Trésor américain Janet Yellen : « Les taux d'intérêt ne peuvent être bas que si les salariés sont précaires. »
La politique de l'argent facile et les nouvelles mesures adoptées en matière de quantitative easing [Le « quantitative easing » (QE), ou « assouplissement quantitatif », est une mesure de politique monétaire dite non conventionnelle mise en place par une banque centrale lorsque ses outils traditionnels se révèlent insuffisants pour atteindre ses objectifs, NdT], qui ont permis de garantir sans délai les actifs des grandes entreprises, sont politiquement compatibles avec le système capitaliste, en raison des vagues d'austérité antérieures. C'est le rôle joué aux États-Unis par le tristement célèbre choc Volcker.

(A suivre)

EGYPTE

Hausse de 42.6% des transferts des Egyptiens vivant à l'étranger durant les 9 premiers mois de 2024

Les transferts des Egyptiens à l'étranger ont affiché une augmentation considérable durant les 9 premiers mois de 2024 avec environ 20,8 milliards de dollars contre 14,6 milliards de dollars pour la même période en 2023, soit une augmentation de 42.6% selon un communiqué publié lundi 25 novembre par la Banque Centrale d'Egypte

Au mois de septembre 2024, les transferts des Egyptiens ont atteint environ 2,7 milliards de dollars, contre environ 1,3 milliard en septembre 2023, soit une augmentation de plus de 100%.

« Les transferts des égyptiens ont affiché des augmentations successives après les mesures réformatrices de mars 2024 », a noté la BCE dans ce communiqué.

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2024/2025 (juillet-septembre 2024) les transferts ont atteint environ 8,3 milliards de dollars, soit une augmentation de 84,4 % par rapport à la même période de l'année 2023 (environ 4,5 milliards de dollars).

Les transferts des égyptiens vivant à l'étranger représentent une source importante de devises étrangères pour l'Egypte, avec les revenus du Canal de Suez, le tourisme et les exportations.

Ces transferts avaient enregistré une baisse d'environ 30 % au cours de l'exercice financier (2022-2023) en raison de la grande différence entre le taux de change officiel du dollar, alors fixé à 30,95 de livres, et son prix au marché noir qui frôlait les 70 livres.

L'adoption d'un taux de change flexible à partir du 6 mars 2024 a fait sauter le prix officiel du dollar à plus de 49 livres, mais a relancé l'afflux des virements des Egyptiens depuis l'étranger.

TUNISIE

Emprunt obligataire de 20 millions de dinars pour«ATL Leasing»

La compagnie «ATL Leasing» vient de lancer un emprunt obligataire de 20 millions de dinars qui pourrait atteindre 40 millions de dinars en fonction des conditions établies. Le nombre d'obligations s'élève à 200.000 pouvant également atteindre 400.000 obligations potentielles de 100 dinars chacune. D'une durée de 5 ans et avec un taux d'intérêt égal à 10,35 %, l'amortissement de cet emprunt sera annuel, constant, avec un remboursement du un cinquième à partir de la première année.

Les souscriptions pour cet emprunt seront ouvertes le 9 décembre 2024 et prendront fin sans préavis au plus tard le 27 janvier 2025. Les investisseurs pourront s'inscrire auprès de la BNA Capitaux ou d'Arab Financial Consultants (AFC).En tant qu'établissement financier, «ATL Leasing» a besoin de mobiliser régulièrement des ressources pour financer ses opérations. Cette émission d'obligations existe précisément pour aider la société à soutenir son activité et restructurer sa dette. L'objectif est d'obtenir des financements qui soient plus alignés avec la durée de ses activités.

En se basant sur ses prévisions financières pour l'année 2024, ATL Leasing anticipe des mises en force s'élevant à 370 millions de dinars. Le financement de ces mises sera assuré par différentes sources : 58,1 millions de dinars par des emprunts obligataires, 24,9 millions de dinars via des crédits bancaires, qu'ils soient locaux ou étrangers, et le reste sera alimenté par le cash-flow de la société. Avec cette initiative, ATL Leasing montre sa détermination à renforcer sa position sur le marché et à soutenir l'économie en offrant des solutions de financement adaptées.

Union Bancaire pour le Commerce et l'Industrie : Encourager les entrepreneurs de demain

L'Union bancaire pour le commerce et l'industrie a récemment organisé une cérémonie visant à honorer les jeunes lauréats de l'émission télévisée «AwledGhodwa». Cet événement a été une occasion mémorable pour mettre en avant l'ingéniosité des jeunes entrepreneurs.Diffusée entre le 13 octobre et le 16 novembre, l'émission, orchestrée par l'association «Graines d'entrepreneurs», a permis à quatorze jeunes talents de présenter leurs projets devant un jury d'experts. Cette plateforme innovante n'était pas seulement un concours, elle a offert une opportunité pour les participants de peaufiner leurs idées tout en acquérant une visibilité à l'échelle nationale. Ainsi, chaque concurrent a reçu un livret d'épargne de 500 dinars, un geste concret pour stimuler leurs aspirations. Le grand lauréat de cette édition, Selim Ben Mbarek, seulement âgé de 10 ans, a remporté un livret d'épargne d'une valeur exceptionnelle de 1.000 dinars pour son projet révolutionnaire «MS Green», qui vise à moderniser le secteur agricole à l'aide de drones. En soutenant cette initiative, l'Union bancaire pour le commerce et l'industrie démontre sa détermination à investir dans les talents de demain et à promouvoir l'innovation.

NOUAKCHOTT (MAURITANIE)

Organisation d'un colloque sur le thème « Fonction publique, réalité et perspectives »

Le colloque a été organisé pour commémorer le 64e anniversaire de la fête de l'indépendance nationale et pour échanger des idées et des expériences entre experts, spécialistes et décideurs, afin de dégager une vision globale sur les moyens de renforcer le service public pour garantir son efficacité, son équité et sa capacité à contribuer efficacement au développement national.

Au cours du séminaire, plusieurs exposés ont été présentés sur la réalité de l'administration et les moyens de la développer, les lois régissant la fonction publique et le rôle des femmes dans la fonction publique.

Le président de l'Association des anciens élèves de l'École nationale d'administration, de journalisme et de magistrature, M. AbdallahiOuld Mohamed Abderrahmane, a fait observer que la réforme de l'administration ne se limite pas à l'amélioration des structures organisationnelles ou à la mise à jour des lois, mais s'étend également la mise à niveau des ressources humaines, la promotion des valeurs éthiques et professionnelles au travail et l'encouragement de l'esprit d'initiative et d'innovation afin de construire une administration publique forte, capable de relever les défis et de répondre aux aspirations de la société.

Il a ajouté que les défis auxquels est confronté le développement du rôle du secteur public sont les ressources financières limitées et les aspirations croissantes à l'amélioration des performances, soulignant la nécessité de réformer la Fonction publique pour améliorer son efficacité et sa capacité à répondre aux exigences des employés du secteur public et aux attentes de ses usagers.

ARABIE SAOUDITE

La demande en matière de fintech offre des perspectives de croissance aux entreprises britanniques

Les entreprises fintech basées au Royaume-Uni ont la possibilité de répondre à la demande croissante de services fintech en Arabie saoudite, selon le lord-maire de Londres.

S'exprimant en marge de la 28e Conférence mondiale sur l'investissement à Riyad, Alderman Alastair King a mis en lumière la grande expertise de la capitale britannique en matière de fintech, en particulier au moment où la ville œuvre à numériser les instruments de la dette nationale.

Il a noté que de telles initiatives pourraient offrir des opportunités de collaboration entre le Royaume-Uni et le secteur en pleine croissance de la fintech en Arabie saoudite. «Nous disposons, à Londres, d'une expertise incroyable en matière de fintech et de technologies financières en général. Je sais qu'il y a une forte demande pour ce secteur ici en Arabie saoudite, alors ce sont quelques-uns des domaines sur lesquels nous nous concentrons», a déclaré le maire.

«Au Royaume-Uni, nous venons de commencer à numériser nos obligations d'État, ce qu'on appelle les titres de créance. Il y a maintenant un chemin à parcourir pour les numériser, ce qui est une merveilleuse occasion de travailler sur ce type de choses», a-t-il ajouté.

Un gilt est une obligation d'État britannique émise en livres sterling et les efforts de Londres pour numériser ces instruments pourraient ouvrir la voie à des initiatives similaires en Arabie saoudite, a-t-il ajouté.

M. King a ajouté que le secteur des paiements pourrait également être exploré, notant que l'ensemble du secteur est transformé par la fintech et qu'il existe d'énormes possibilités de collaboration. D'autres secteurs pourraient être développés, notamment les infrastructures, les assurances et les services juridiques, ainsi que la gestion d'actifs et la banque.

«Londres est le premier centre mondial de services professionnels au monde. L'Arabie saoudite est l'économie du G20 qui connaît la croissance la plus rapide. Il y aura une symbiose fantastique entre nous et nous pourrons faire toutes sortes de choses ensemble», a déclaré le lord-maire lors de l'entretien.

M. King a également évoqué les opportunités plus larges découlant de la transition énergétique et de la diversification économique de l'Arabie saoudite, en particulier dans des secteurs tels que la gestion d'actifs, la banque et l'assurance. Il a souligné le rôle des grandes entreprises et des petites et moyennes entreprises dans la promotion de l'innovation.

FAO

L'Afrique, première bénéficiaire des flux mondiaux de financement agricole en 2022

En Afrique, le potentiel du secteur agricole reste encore largement sous-exploité dans de nombreux pays. Sur la dernière décennie, le continent a attiré plus de flux de financement pour le développement du secteur.

L'Afrique a reçu la plus grande part des Flux totaux de développement pour l'agriculture (DFA) en 2022 qui se chiffrait alors à 17,3 milliards $, selon un rapport publié le lundi 11 novembre dernier par la FAO. Selon l'organisation onusienne, l'évaluation des DFA prend en compte l'aide publique au développement (APD) nette, les autres flux officiels (OOF) et les dons privés, mesurés en valeur monétaire.
Intitulé « Development flows to agriculture 2013–2022 », ce rapport révèle que les DFA alloués au continent africain ont atteint 8,2 milliards $, soit 47,3 % des flux totaux. Ils affichent en outre une hausse de 56 % par rapport à l'enveloppe qui y avait été dédiée, l'année précédente.
D'après la FAO, cette augmentation des DFA en Afrique a été stimulée par les préoccupations liées à l'insécurité alimentaire sur le continent, exacerbée par le conflit russo-ukrainien qui a perturbé les chaînes d'approvisionnement mondiales de matières premières agricoles et d'intrants tels que les céréales et les engrais.
Il convient de rappeler qu'en 2022, l'Afrique était en effet la région du monde où le nombre de personnes sous-alimentées a connu la plus forte augmentation, atteignant 281 millions d'individus, soit une hausse de 4 % par rapport à l'année précédente.

Les principaux destinataires des DFA sur le continent

En Afrique, 4 pays ont attiré 40 % du flux de développement pour l'agriculture en 2022 soit 3,2 milliards $. Il s'agit de l'Égypte, du Maroc, de l'Éthiopie et du Nigeria.
L'Égypte s'est taillé la part du lion, mobilisant une enveloppe de 2,1 milliards $, ce qui en fait également le principal bénéficiaire des flux totaux de financement pour le développement agricole à l'échelle mondiale. Sur le continent africain, le pays des pharaons est suivi par le Maroc qui a mobilisé 433 millions $ soit 13,5 % des DFA, l'Éthiopie avec 406 millions $ (12,6 %) et le Nigeria avec 312 millions $ (9,7 %). Alors que l'Egypte et le Maroc ont reçu leur financement principalement sous forme d'autres flux officiels (OOF) provenant de banques de développement, l'Éthiopie et le Nigeria ont majoritairement bénéficié de l'aide publique au développement nette (ODA).
Globalement, il faut noter que les flux totaux de DFA mobilisés à l'échelle mondiale ont été essentiellement consacrés à la production agricole (cultures et élevage), à la foresterie ainsi qu'au secteur de la pêche et de l'aquaculture. Les interventions se sont concentrées sur la mise en œuvre de projets de développement, la gestion des politiques agricoles, la gestion des ressources en eau agricole, l'amélioration de l'accès aux services financiers agricoles et la recherche agricole.

TANZANIE

La ligne SGR Dar es Salaam-Dodoma a enregistré en 4 mois 600 000 voyageurs de plus que l'ancienne MGR en 1 an

Le premier tronçon du réseau ferré à écartement standard de Tanzanie est entré en exploitation commerciale il y a 5 mois. Pour les 4 premiers mois, il a transporté le million de voyageurs, soit plus de 2x le trafic annuel de l'ancienne ligne a écartement métrique.
Le chemin de fer à écartement standard (SGR) de 300 km reliant Dar es Salaam et Dodoma en Tanzanie a transporté 1 000 000 de passagers sur ses 4 premiers mois d'exploitation, selon la TanzaniaRailways Corporation (TRC). Ce chiffre représente le double du flux annuel de 400 000 voyageurs sur l'ancien chemin de fer à écartement métrique.
Mis en service en juin 2024, ce tronçon fait passer d'après l'autorité ferroviaire nationale, le temps de trajet entre les deux destinations de 5 à 2 heures, pour 4 heures en bus. Cette performance traduit l'impact de la modernisation des services ferroviaires en Tanzanie, où ils sont désormais positionnés comme l'épine dorsale de la mobilité humaine et du fret. L'objectif est de réduire la pression et les coûts externes du transport sur le réseau routier (coût financier, environnemental, durée des trajets, accidents, etc.).
Le tronçon Dar es Salaam-Dodoma fait partie d'un plus vaste réseau de 1219 km en développement pour raccorder la Tanzanie au Rwanda. Une autre phase prévoit la construction d'un réseau SGR de près de 2560 km pour rallier d'autres pays voisins enclavés tels que la Zambie, la République démocratique du Congo, le Burundi et l'Ouganda, tous d'importants utilisateurs du port de Dar es-Salaam.

CONGO

Cinq ans pour doubler la production pétrolière

Alors qu'elles sont confrontées à une baisse significative de la production pétrolière, les autorités congolaises avaient annoncé l'année dernière, leur ambition de doubler la production à l'horizon 2025. Un objectif désormais hors de portée.Il faudra compter 5 ans à partir de cette année pour porter la production pétrolière de la République du Congo au double du niveau actuel. C'est ce qu'il ressort d'une information publiée lundi 25 novembre, citant Bruno Jean-Richard Itoua, le ministre des Hydrocarbures du Congo.
Ce développement marque un changement de cap par rapport au plan des autorités annoncé en 2023, visant à faire passer le plateau de la production pétrolière du Congo alors autour de 260 000 barils journaliers, à environ 500 000 b/j à l'horizon 2025.
Cet objectif s'est cependant éloigné dans le sillage du déclin régulier de la production par rapport au pic de 350 000 b/j atteint en 2019, avec l'arrivée à maturité de plusieurs gisements pétroliers producteurs du pays.
Le Congo prépare cependant pour 2025, un nouveau cycle d'attribution de licences pour l'exploration pétrolière et gazière. En outre la société des pétroles du Congo, compte mener l'année prochaine des travaux de reconversion de 4 champs matures pour soutenir leur production.
La Banque africaine de développement (BAD) estime que la réussite de ces initiatives devrait permettre au Congo d'atteindre une croissance économique de 4,4 % en 2025, portée par « l'augmentation de la production de pétrole, aux investissements prévus dans le secteur du gaz et à l'apurement prévu des arriérés de l'État envers les opérateurs économiques nationaux».

CÔTE D'IVOIRE

Les petites épiceries mènent la course sur le marché de la vente au détail

En Afrique, le marché de la distribution connaît plusieurs mutations depuis une décennie. Les opérateurs étrangers déploient plusieurs formats modernes de vente, mais les acteurs traditionnels restent prépondérants sur le marché.
« Ici, nous avons les épiceries de quartier qu'on appelle communément boutiques. Nous avons aussi des supérettes. Tout est mis en place pour que peu importe ton pouvoir d'achat tu puisses te procurer dans ton quartier des produits que tu pourrais retrouver dans les chaînes de distribution ». Comme Sandrine qui réside dans un quartier d'Attécoubé, appartenant au district d'Abidjan, dans la région des Lagunes, des milliers d'Ivoiriens font chaque jour leurs achats dans les petites épiceries et échoppes traditionnelles.
Souvent installées en coin de rue des quartiers ou au bord des artères principales des agglomérations, ces enseignes proposent une large gamme de produits de grande consommation. « Moi de mon côté, je vais souvent dans la boutique pour mes besoins express. J'y suis pour payer de l'huile, du riz, la boîte de sardines, des produits d'hygiène », confie la jeune femme à la rédaction d'Agence Ecofin sur place.

63 % du marché des ventes au détail

Sur la dernière décennie, le paysage ivoirien de la distribution a connu plusieurs changements. La croissance des revenus et l'émergence d'une classe moyenne ont été des arguments qui ont conduit plusieurs opérateurs à investir sur le marché ivoirien. A commencer par le leader actuel : la Société de promotion de supermarchés (Prosuma).
Le groupe contrôlé par les familles Kassam et Fakhry est le leader du marché avec des enseignes qui couvrent plus de la moitié du pays et est suivi par Carrefour, Auchan et la Compagnie de distribution de la Côte d'Ivoire (CDCI). Si ces acteurs multiplient les formats de distribution moderne comme les supermarchés et hypermarchés ainsi que les ouvertures de nouveaux magasins, les petites épiceries ne sont pas en marge. Bien au contraire.
Qu'elles soient situées en zones rurales, urbaines ou péri-urbaines, ces points de vente traditionnels occupent encore une place de choix dans le cœur des ménages. Selon le dernier rapport publié par le Département américain de l'agriculture (USDA), ces acteurs traditionnels ont compté pour 63 % des ventes au détail estimées à 6,6 milliards $ en 2023 contre 35 % pour la distribution moderne
Cette prépondérance des circuits traditionnels n'est pas l'apanage de la Côte d'Ivoire. Dans plusieurs pays au sud du Sahara, les circuits traditionnels de vente au détail jouent un rôle majeur dans l'approvisionnement des populations, notamment grâce à un maillage territorial plus important, mais aussi grâce à plusieurs autres facilités.

MARCHÉS EN ASIE

Tokyo plombé par les menaces douanières de Trump, le dollar reprend son souffle

Les Bourses asiatiques s'affichaient de nouveau en repli ou quasi-stables mercredi tandis que le dollar reprenait son souffle, après l'annonce par le président élu Donald Trump de hausses des droits de douanes américains visant la Chine, le Mexique et le Canada.

Repli à Tokyo, les exportateurs plongent

Si les places de Séoul ou Sydney se stabilisaient ou tentaient de rebondir après avoir plongé la veille, la Bourse de Tokyo continuait de reculer dans un marché toujours secoué par la perspective de tensions commerciales accrues. Vers 01h30 GMT, l'indice vedette Nikkei perdait 0,62% à 38.202,06 points et l'indice élargi Topix 0,57% à 2.674,25 points, après que les deux ont déjà abandonné environ 1% la veille.
Donald Trump a annoncé lundi soir qu'il ferait passer à 25% les droits de douane sur les produits mexicains et canadiens, et gonflerait de 10% ceux sur les produits chinois en plus des taxes qu'il pourrait ajouter. De quoi jeter un coup de froid sur les économies asiatiques comme le Japon dont le principal partenaire commercial est la Chine et qui redoutent d'être visées à leur tour par des taxes douanières de Washington. «La prudence suite aux annonces de M. Trump continue de peser sur le marché, qui devrait rester freiné par la défiance des investisseurs» à l'égard des actions jugés à risque, soulignaient les experts de Tokai Tokyo Intelligence. De quoi pénaliser notamment les constructeurs automobiles nippon possédant des usines au Mexique ou exportant vers les États-Unis, à l'image de Toyota (-2,92%) ou Honda (-2,28%). Les autres grandes entreprises exportatrices buvaient la tasse également, dur fond du renforcement du yen - ce qui rend leurs prix moins attractifs : Panasonic (-1,74%), Nikkon (-2,83%), Shiseido (-1,37%)...

Le dollar se stabilise, le yen résiste

Face aux menaces des droits de douane, le peso mexicain avait dégringolé mardi au plus bas depuis août 2022 face au dollar américain, perdant jusqu'à 2,5%, et le dollar canadien avait plongé à des niveaux plus vus depuis quatre ans et demi. Les deux devises tentaient de se stabiliser mercredi dans les échanges asiatiques: le dollar canadien regagnait 0,06% (à 1,4045 dollar canadien pour un dollar américain) et le peso mexicain faisait du surplace (-0,08%) vers 01h30 GMT.
La devise américaine était quasi-stable face à la monnaie commune européenne, à 1,0489 euro pour un dollar.
Face aux incertitudes, le yen profitait de son côté de son statut de valeur refuge et continuait de se renforcer face au billet vert: le dollar s'échangeait à 152,94 yens (-0,96%). Surtout, alors que la Banque du Japon s'apprête à remonter encore ses taux d'intérêt en décembre et que la Fed américain est engagé dans un abaissement «graduel» des siens, l'écart des rendements entre les deux pays «continuera d'inciter les investisseurs à vendre leurs dollars pour racheter des yens», soulignent les experts du média financier Nikkei.

Les places chinoises fébriles

Les Bourses chinoises, qui avaient largement digéré la perspectives de taxes douanières prohibitives, restaient tétanisées dans des échanges sans tonus, suspendues à de possibles mesures supplémentaires de soutien économique par Pékin.
À Hong Kong, l'indice Hang Seng était à l'équilibre vers 01h30 GMT (+0,07% à 19.172,14 points). L'indice composite de Shanghai cédait 0,31% à 3.249,62 points, et celui de Shenzhen perdait 0,59% à 1.944,65 points.

Accord de trêve au Liban: pétrole et or sans réaction

Les cours du pétrole pas plus que celui de l'or, pourtant très sensibles aux fluctuations des crises géopolitiques, ne réagissaient pas à l'accord de cessez-le-feu au Liban entre Israël et le Hezbollah. Vers 01h30 GMT, le prix du baril de Brent de la mer du Nord faisait du surplace (-0,01% à 72,80 dollars), et celui de West Texas Intermediate (WTI) cédait 0,10% seulement, à 68,69 dollars.
L'once d'or restait immobile à 2.631 dollars (-0,08%). «On constate l'absence de mouvement significatif après la confirmation de l'approbation d'un accord de trêve (par Israël), ce qui suggère que ce scénario avait déjà été largement intégré par le marché», explique Chris Weston, du courtier Pepperstone. De fait, l'or avait déjà plongé fortement lundi.

L'Europe se replie à l'ouverture, le risque politique pèse

Les principales Bourses européennes reculent à l'ouverture en Europe, le président américain Donald Trupmp semblant déterminé à mettre en place sa politique tarifaire tandis que les actions françaises souffrent de l'incertitude politique en plein débat parlementaire sur le budget 2025.
À Paris, le CAC 40 se replie de 0,91% à 7.129,21 points vers 08h05 GMT. Le Dax à Francfort abandonne 0,19%, tandis que le FTSE à Londres est stable.
L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 perd 0,2%, l'EuroStoxx 50 0,52% et le Stoxx 600 0,21%.
Donald Trump a désigné mercredi l'avocat Jamieson Greer, qui avait participé à la guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine lors du premier mandat du président-élu, au poste de représentant au Commerce, après s'être engagé lundi à imposer d'importants droits de douanes sur les importations en provenance du Canada, du Mexique et de la Chine
"Les déclarations de Donald Trump soulignent sa volonté d'utiliser les droits de douane comme un outil punitif pour résoudre ce qu'il appelle un 'problème qui couve depuis longtemps', ce qui soulève des questions quant à son programme plus large en matière de politique commerciale", résume John Plassard, directeur chez Mirabaud.
Le compte-rendu de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale a par ailleurs mis en évidence la circonspection de la banque centrale, qui pourrait baisser ses taux à un rythme plus modéré.
Les chiffres du PIB américain au troisième trimestre ainsi que l'inflation PCE pour octobre permettront de préciser la trajectoire économique américaine.
En zone euro, l'écart de taux entre la France et l'Allemagne touche un plus haut depuis 2012 à 89,4 points de base, les investisseurs s'inquiétant d'une possible censure du gouvernement de Michel Barnier qui remettrait en cause le projet de budget pour 2025.
La situation pèse sur les banques françaises, BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole reculant de plus de 2% pour accuser les plus forts replis du CAC 40.
Elles côtoient Teleperformance qui recule de 2,4% après avoir annoncé mardi la signature d'un accord définitif en vue d'acquérir le groupe américain ZP Better Together, pour un montant de 490 millions de dollars (467,65 millions d'euros).

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA
COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN
Cours du : 26 Novembre 2024
Valeur : 28 Novembre 2024

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	133.8390	133.8540
1	EUR	EURO	140.2900	140.3325
1	GBP	POUND STERLING	167.8442	167.9262
100	JPY	JAPANESE YEN	86.9197	86.9521
1	CNY	CHINESE YUAN	18.4402	18.4428
1	CHF	SWISS FRANC	150.8385	150.9234
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.7063	94.7505
1	DKK	DANISH KRONE	18.7863	18.7934
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.1335	12.1364
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0109	12.0163
1	AED	UAE DIRHAM	36.4366	36.4447
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.6410	35.6488
1	KWD	KUWAITI DINAR	434.6833	435.0146
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.0197	42.4420
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.3226	13.3241
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.2773	27.4173
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3544	3.3649
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	175.3624	175.3624

La Bourse de Paris plie face aux tensions politiques grandissantes en France

La Bourse de Paris est en net repli mercredi, les actifs bleu blanc rouge étant boudés par les investisseurs en raison de la crise politique que traverse la France, toujours dans le flou sur le budget de l'année 2025. L'indice phare de la Bourse de Paris, le CAC 40, reculait de 73,76 points, soit 1,03%, à 7.121,67 points vers 09H50. Mardi, le CAC 40 avait terminé en baisse de 0,87% à 7.194,51 points, au plus bas depuis le 7 août. C'est surtout le marché obligataire qui attire l'attention, l'écart entre les taux d'emprunt français (3,04% vers 09H50) et allemand (2,17%) à échéance dix ans ayant atteint son plus haut niveau depuis fin juillet 2012, signe des craintes croissantes des investisseurs sur le vote du projet de budget et l'avenir du gouvernement.
"Les risques restent importants à l'approche de la fin de l'année alors que le budget semble difficile à adopter et que le gouvernement Barnier pourrait tomber", commente Xavier Chapard, stratégiste de LBP AM.
Le gouvernement de Michel Barnier souhaite ramener le déficit public de 6,1% du PIB en 2024 à 5% en 2025, puis sous le plafond européen de 3% en 2029, une trajectoire approuvée mardi par Bruxelles.
Il envisage de recourir à l'article 49.3 de la Constitution pour faire adopter sans vote les budgets de la Sécurité sociale et de l'Etat ainsi que l'exécution budgétaire pour 2024, mais l'utilisation de cet article laissera la porte ouverte à une motion de censure de la gauche, que le parti d'extrême droite Rassemblement National menace de soutenir.
Sept députés et sept sénateurs vont tenter mercredi en commission mixte paritaire d'aboutir à un compromis sur le budget 2025 de la Sécu.
Autre facteur de tension, l'annonce vendredi de la notation de la France par l'agence S&P Global Ratings. Le marché s'attend à ce qu'elle "baisse la perspective de note à négative comme les autres agences", poursuit M. Chapard.
En octobre, Moody's et Fitch avaient maintenu la note française en l'assortissant d'une perspective négative.
En dehors de la seule situation intérieure, "les marchés restent fortement guidés au jour le jour par les anticipations de ce que fera l'administration Trump à partir de janvier", poursuit le stratégiste. "Le retour de la politique commerciale comme moyen de pression dans les négociations internationales renforce la surperformance des actifs américains par rapport à ceux du reste du monde, en particulier ceux de l'Europe", a-t-il ajouté.Par exemple, à Wall Street, le S&P 500 a clôturé sur son cinquante-deuxième record de l'année (+0,57%) mardi. Le Nasdaq a pris 0,63% et le Dow Jones 0,28%. Depuis le 1er janvier, toutes ces places américaines affichent des gains compris entre 19% et 27%, là où le CAC 40 est en repli de plus de 5%.
Mercredi, les investisseurs se tourneront vers l'indice d'inflation PCE aux Etats-Unis pour le mois d'octobre, considéré comme une référence pour la banque centrale américaine (Fed). Les investisseurs prêteront également attention à la publication aux Etats-Unis "des demandes hebdomadaires d'allocations chômage, à la deuxième estimation du PIB pour le troisième trimestre et à la lecture préliminaire des commandes de biens durables pour le mois d'octobre", résume Jim Reid, économiste de Deutsche Bank.

ARGENTINE

Milei promet davantage de «tronçonneuse» dans les dépenses publiques en 2025

Malgré la hausse de la pauvreté dans son pays, le président ultralibéral argentin Javier Milei assure ce mardi 26 novembre qu'il multipliera les coupes dans les dépenses publiques en 2025.

Le président ultralibéral argentin Javier Milei a affirmé mardi qu'il continuerait en 2025 de couper à "la tronçonneuse" dans les dépenses publiques, poursuivant un programme d'austérité qui a déjà supprimé 33.000 emplois publics en moins d'un an de gouvernement.
"J'ai commencé à réfléchir aux mesures du gouvernement pour ce que sera 2025. Étant donné le panorama, je confirme que je continuerai 'à fond' avec la tronçonneuse. VIVE LA LIBERTÉ, a écrit Javier Milei sur son compte X.
Depuis son investiture en décembre 2023, "l'anarcho-capitaliste" Milei, comme il se décrit, mène un drastique programme d'austérité, avec objectif d'un "déficit budgétaire zéro", fermant des organismes d'État, gelant les chantiers publics, tarissant les subventions (énergie, transports...), serrant les financements aux provinces, entre autres.

52% de la population touchée par la pauvreté

La "tronçonneuse" est un symbole visuel clef du candidat Milei lors de sa campagne présidentielle victorieuse de 2023, engin qu'il brandissait volontiers lors de meetings, son arme contre "l'État-ennemi".
Le ministre de la Dérégulation et Transformation de l'État, Federico Sturzenegger, a souligné récemment que le gouvernement avait supprimé à fin octobre 33.291 emplois publics, dont plus de 20.000 dans l'administration centrale, et 11.000 dans des entreprises publiques.
Avec cette thérapie de choc, le gouvernement se félicite d'un retour à des excédents budgétaires mensuels consécutifs depuis le début 2024, sans précédent en Argentine depuis 16 ans. Et d'une inflation en décélération autour de +3% à 4% mensuels, contre 17% en moyenne sur l'année 2023.
L'économie est cependant engluée dans la récession, et le PIB devrait se contracter de 3,5% à fin 2024 selon le FMI, lequel prédit toutefois une forte reprise en 2025, à +5%.
La pauvreté touchait plus de 52% de la population au premier semestre, selon les chiffres officiels, soit un bond de 11 points de pourcentage en six mois.
Même si Javier Milei affirme qu'après un pic début 2024, sous l'impact des premières mesures choc (dévaluation de décembre 2023 notamment), la pauvreté a commencé à refluer.

SRI LANKA

La Banque centrale réduit son taux d'intérêt de référence après un accord sur la dette

La Banque centrale du Sri Lanka réduit son taux d'intérêt de référence mercredi, au lendemain d'un accord de restructuration de la dette annoncé mardi par le gouvernement. Elle a déclaré qu'elle passait à un taux directeur unique fixé à 8%, soit une «réduction effective» d'environ 50 points de base. Le gouvernement de gauche du Sri Lanka a lancé mardi une restructuration de 12,5 milliards de dollars de dette détenue par les créanciers privés, cruciale pour la poursuite de l'aide du Fonds monétaire international qu'il avait pourtant promis de renégocier.
L'accord prévoit l'effacement de 27% de la dette en obligations souveraines détenue par les créanciers privés du pays et de 11% des intérêts dus par le Sri Lanka depuis qu'il a fait défaut.
L'économie du Sri Lanka s'était effondrée en 2022, contraignant son gouvernement à faire défaut sur sa dette publique, alors estimée à 46 milliards de dollars. Le pays s'est retrouvé à court de devises, ce qui a entraîné des pénuries de nourriture, de carburant et de médicaments pour sa population. En échange d'une aide de 2,9 milliards de dollars du FMI, le gouvernement de l'époque avait multiplié les hausses d'impôts et les coupes dans les dépenses publiques, et promis de restructurer une cinquantaine d'entreprises publiques.

EUROPE

L'inflation devrait fortement décroître en 2025

L'inflation en Europe devrait fortement décroître en 2025, mais la menace d'une guerre commerciale s'intensifie et pourrait rebattre les cartes de l'économie européenne. L'Union européenne pourrait voir ses taux d'inflation chuter de plus de 50 % l'année prochaine, dans un contexte de rebond économique modeste et d'un taux de chômage historiquement bas, a déclaré la Commission européenne dans un rapport publié ce vendredi.

Cette nouvelle intervient après une période de hausse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, en partie causée par l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie en 2022. Le coût élevé de la vie a été au cœur des préoccupations des électeurs qui se sont rendus aux urnes en juin dernier, lors des élections européennes, qui ont vu une augmentation significative du soutien aux partis d'extrême droite. Après cette période de forte tension, l'inflation devrait donc chuter de manière spectaculaire en 2025. Concrètement, les prix dans l'UE ne devraient augmenter que de 2,4 % en 2025, contre 9,2 % en 2022, une tendance qui nous rapprochera de l'objectif de la Banque centrale européenne, à savoir une inflation de 2 % pour la zone euro. Les prévisions de la Commission soulignent par ailleurs que le chômage dans l'UE "a atteint un nouveau plancher historique de 5,9 %" en octobre. Mais ces données, dont les chiffres ont été finalisés en octobre, avant les résultats des élections américaines, sont accompagnées d'un avertissement de la Commission soulignant que l'économie ouverte de l'Union est "particulièrement vulnérable" à la montée du protectionnisme. "Une nouvelle augmentation des mesures protectionnistes de la part des partenaires commerciaux pourrait bouleverser le commerce mondial et peser sur l'économie très ouverte de l'UE", prévient le rapport.

CHINE

Volkswagen annonce la cession de ses opérations dans le Xinjiang

Le géant automobile allemand Volkswagen a annoncé mercredi la cession de ses opérations situées dans la région du Xinjiang, en Chine, où Pékin est accusé de violations massives des droits humains, et notamment de travail forcé. La société vendra son usine dans la capitale du Xinjiang, Urumqi, ainsi qu'une piste d'essai à Turpan, à une entreprise chinoise, a indiqué un porte-parole dans un communiqué. L'entreprise évoque des «raisons économiques» et un «réalignement stratégique» pour justifier sa décision.
Depuis plusieurs années, les défenseurs des droits humains accusent Pékin de mener une répression contre les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes du Xinjiang, incluant le travail forcé et la mise en détention dans des camps. La région située dans le nord-ouest de la Chine abrite plusieurs fournisseurs d'entreprises multinationales, y compris des grandes marques européennes et américaines. Volkswagen a longtemps été au centre de l'attention en raison de son usine à Urumqi, ouverte en 2013, dans laquelle l'entreprise détient une participation via son partenaire local SAIC.
Plus tôt dans l'année, le quotidien financier allemand Handelsblatt a affirmé que la construction de la piste d'essai de VW à Turpan en 2019 aurait pu impliquer du travail forcé. Volkswagen a répondu n'avoir trouvé aucune preuve de violations des droits humains en lien avec le projet, mais a promis d'enquêter sur le dossier. Dans son communiqué, le constructeur allemand affirme que l'ensemble de ses opérations dans la région seront cédées à l'entreprise chinoise Shanghai Motor Vehicle Inspection Center (SMVIC).

«PRÈS DE 250 PLANS DE LICENCIEMENT EN PRÉPARATION» EN FRANCE

200.000 emplois sont menacés en France

La secrétaire générale du syndicat Sophie Binet demande notamment un renforcement de la loi Florange, qui oblige les grandes entreprises à chercher un repreneur lors d'un projet de fermeture.
Alors qu'elle parlait en mai de 130 plans sociaux représentant 33.021 emplois directs supprimés ou «fortement menacés» (60.000 en comptant la sous-traitance et l'intérim), puis début novembre de près de 200 plans sociaux et 150.000 emplois menacés par une «violente saignée industrielle», Sophie Binet évoque désormais «près de 250 plans de licenciements en préparation, concernant entre 170.000 et 200.000 emplois». Ce décompte, réalisé à partir des remontées des militants du syndicat ouvrier, concerne sans surprise des secteurs en crise comme l'automobile et l'aérospatial, mais aussi la grande distribution, selon la cheffe de la centrale syndicale.

Mesures d'urgence

Sophie Binet craint «un raz-de-marée» dans les mois à venir, redoutant des plans en cascade : «Ces plans ont lieu surtout dans les grandes entreprises, les restructurations risquent d'avoir des conséquences sur les petits sous-traitants, beaucoup plus nombreux.» Pour expliquer cette montée en puissance, elle pointe «la responsabilité des grandes entreprises», qui selon elle «ont fait le choix pendant la période d'inflation d'augmenter leurs marges et leurs prix pour augmenter leurs dividendes», avec pour conséquence une baisse des investissements, une baisse des salaires en euros constants «et donc une réduction de la consommation».
Parmi les mesures d'urgence que prône Sophie Binet : «un retour aux prix régulés» de l'énergie pour l'industrie, «qui tienne compte du coût de production» et des investissements nécessaires à la relance du nucléaire, la mise en place par l'Europe de barrières douanières «plus protectrices», mais aussi «un renforcement de la loi Florange». La secrétaire générale de la CGT propose que cette loi, qui oblige les entreprises de plus de 1000 salariés à chercher un repreneur en cas de projet de fermeture, soit élargie aux «entreprises de 50 salariés ou plus».

Tesla impliquée dans des accidents mortels

Selon une étude américaine les voitures de Tesla sont plus souvent impliquées dans des accidents de la route mortels que celles d'autres constructeurs.
L'étude iSeeCars a analysé les données du Fatality Analysis Reporting System (qui répertorie les accidents mortels aux États-Unis) entre 2017 et 2023, en comparant le nombre d'accidents mortels avec le nombre moyen de kilomètres parcourus par modèle. Il s'agissait d'examiner les données de plus de 8 millions de véhicules.
Cette étude a révélé que les modèles Tesla sont impliqués de manière assez remarquable - au mauvais sens du terme - dans les accidents de la route mortels. En effet, le constructeur américain s'érige comme la pire des marques dans ce domaine.

Verantwoordelijkheid van de bestuurder

Au niveau du modèle, c'est une autre histoire. La Tesla Model Y a un taux de mortalité de 10,6 pour 1 milliard de miles (soit 1,6 milliard de kilomètres), ce qui est inférieur à celui de la Hyundai Venue (13,9) et du Honda CR-V (13,3). Et inférieur à celui de la Chevrolet Corvette (13,6) et de la Porsche 911 (13,3). La principale cause du taux d'accidents élevé de Tesla serait liée à la forte distraction au volant. Selon iSeeCars, les fonctions de conduite semi-autonome amèneraient les conducteurs de Model Y ou Model S à être moins attentifs. Ou comment la technologie développée pour rendre le transport de passagers plus sûr, en plus d'être plus pratique et confortable, se traduit principalement par un plus grand nombre d'accidents mortels. L'étude conclut donc que l'interaction humaine reste le facteur déterminant de la sécurité routière. Nous nous fions trop souvent aux systèmes de sécurité disponibles aujourd'hui, affirment les experts d'iSeeCars. Outre ces distractions technologiques, la sécurité classique en cas d'accident joue également un rôle, mais principalement dans les petits modèles de SUV. Les voitures de sport obtiennent également de moins bons résultats que la moyenne, peut-être parce qu'elles sont plus souvent conduites de manière inappropriée. Plus la vitesse est élevée, plus les conséquences pour les occupants sont graves.

KIA EV9 GT

500 ch pour le SUV électrique

Au salon de l'automobile de Los Angeles, Kia présentera la version GT de l'EV9, forte de 500 ch. Mais attention, ce n'est pas la puissance supplémentaire du moteur qui fait la différence...

Actuellement, le Kia EV9 peut être commandé soit en propulsion avec 204 ch ou avec une transmission intégrale et 384 ch. Mais bientôt, le SUV électrique sera doté d'une véritable variante sportive, puisque la gamme sera complétée par l'EV9 GT. Son groupe motopropulseur électrique combine un moteur avant de 160 kW et un moteur arrière de 270 kW, soit une puissance totale de plus de 500 ch. Cette cavalerie majorée devrait permettre à l'EV9 GT, qui mesure 5 m de long et pèse 2,6 T, de passer de 0 à 100 km/h en seulement 4,3 s.
Afin de mettre ses aptitutes dynamiques au diapason de ses accélérations, le Kia EV9 GT reçoit la simulation de rapports de boîte de vitesses virtuels que nous avons découverts sur la Hyundai Ioniq 5 N. La suspension bénéficie d'une mise au point spécifique qui devrait permettre de mieux contrôler le roulis, la plongée et le cabrage du mastodonte. On note également des freins améliorés (avec des étriers vert fluo), un différentiel arrière actif (eLSD) et des pneus Continental sportifs (245/45 R21). Les amortisseurs adaptatifs constituent eux aussi une nouveauté pour l'EV9.
Ce positionnement plus sportif s'accompagne d'une apparence plus robuste, puisque le nouveau Kia EV9 GT reçoit des pare-chocs spécifiques avec des points lumineux supplémentaires sur la face avant. L'intérieur accueille des accents de design en vert vif, ainsi que des sièges sport et un volant sport spécifiques. Sur le tableau de bord numérique, vous trouverez également des graphiques GT spéciaux qui soutiennent visuellement les performances améliorées de la version GT.

Quand Trump prend la parole, les constructeurs automobiles européens dévissent en Bourse

Plusieurs constructeurs automobiles européens ont vu leur titre baisser en Bourse ce mardi suite aux annonces de Donald Trump sur les futurs droits de douanes.Il aura suffit d'une phrase pour faire trembler plus d'un constructeur automobile européen en Bourse ce mardi 26 novembre. Et encore, son auteur n'est même pas encore investi en tant que 47e président des États-Unis ! Ça, ce sera le 20 janvier 2025. Mais déjà Donald Trump commence à faire frissonner quelques grands noms suite à un message posté sur son réseau social Truth Social dans lequel il précise déjà certaines de ses premières mesures quand il sera de nouveau aux manettes de la plus grande économie mondiale.
"Le 20 janvier, je signerai tous les documents nécessaires pour imposer des droits de douane de 25% sur TOUS les produits entrant aux États-Unis depuis le Mexique et le Canada". Dans le même temps, il a annoncé que pour les produits en provenance de Chine, ce sont 10% supplémentaires qui seraient également appliqués.

Un protectionnisme caché sous des histoires de drogue

Évidemment, avec de telles mesures, les constructeurs automobiles seraient particulièrement touchés. Et l'on ne parle pas tant de ceux qui sont basés en Europe que de ceux aussi originaires des USA.
En effet, nombre d'entre eux ont délocalisés certains outils de production au Canada comme au Mexique.
À l'image de Ford qui possède deux usines au Mexique (Cuautitlan et Hermosillo) et une au Canada (Oakville), ou encore de General Motors qui en a respectivement quatre (Ramos Arizpe, San Luis Potosi, Silao et Toluca) et trois (Oshawa, Cami et St. Catharines).
Pour justifier ces mesures, celui qui prendra la suite de Joe Biden avance des arguments plutôt étonnants, peut-être pour camoufler un protectionnisme exacerbé : "Comme chacun le sait, des milliers de personnes affluent à travers le Mexique et le Canada, apportant avec elles la criminalité et la drogue à des niveaux jamais vus auparavant."

Conséquences immédiates

Dans le cas des constructeurs européens aussi, ces mesures pourraient avoir des impacts directs car certains possèdent aussi des usines sur place, à l'image de BMW qui a même fait de gros investissements dans son usine de San Luis Potosi pour sa future Neue Klasse qui y sera produite dès 2027. On peut aussi parler du cas Stellantis, à qui appartient la marque RAM qui produit notamment des pick-ups, et de son projet de délocaliser au Mexique. Déjà dans le viseur de Trump.
Une chose est sûre c'est que cette annonce du milliardaire sur ses premières mesures, avant même qu'elles soient prises (ou pas d'ailleurs, seul l'avenir nous le dira), ont donné des sueurs froides aux constructeurs automobile dans les bourses du monde entier ce mardi 26 novembre : GM et Ford baissaient de 4,2% et 2,2%, Renault perdait 0,53% à la Bourse de Paris, et à Francfort, Volkswagen perdait 2,45%, BMW 2,25%, Porsche AG 2,56%, Mercedes 2,06% et Daimler Truck 4,71%.
De son côté, le président élu des États-Unis a précisé que ces surtaxes resteront "en vigueur jusqu'à ce que les drogues, en particulier le Fentanyl, et tous les pays étrangers en situation irrégulière cessent d'envahir notre pays".
Comme si les constructeurs automobiles y étaient pour quelque chose…

CHIPS ACT

Le gouvernement US rabote la subvention d'Intel

L'administration Biden a décidé de réviser le montant des subventions prévues dans le Chips Act à Intel. Le gouvernement américain s'inquiète des retards dans les investissements et les difficultés financières de l'entreprise.

Les choses ne s'arrangent pas pour Intel. Selon le New York Times, le gouvernement américain a réduit la subvention préliminaire d'Intel au titre du Chips Act de 8,5 Md$ à moins de 8 Md$ (7,89 Md$ exactement), en raison des inquiétudes suscitées par les retards d'investissement et les difficultés financières de l'entreprise. Dans un contexte de concurrence mondiale croissante, ce financement est l'un des leviers du gouvernement pour stimuler la fabrication de semi-conducteurs sur le territoire américain. Considéré à l'origine comme le principal bénéficiaire du Chips Act, Intel, qui, en 56 ans d'existence, vient d'essuyer la perte trimestrielle la plus importante de son histoire, a eu du mal à répondre aux attentes. « La réduction coïncide avec un contrat militaire de 3 Md$ offert au fabricant pour produire des puces pour le ministère de la Défense », indique le rapport citant des sources qui ne souhaitent pas être identifiées.

En mars 2024, l'administration Biden et Intel ont signé un protocole d'accord préliminaire (PMT) pour un financement de 8,5 Md$. Ce soutien s'inscrivait dans un plan plus large d'investissement de plus de 100 Md$ pour l'expansion des activités de production d'Intel aux États-Unis, notamment par la construction d'usines de fabrication de puces en Arizona, en Ohio, en Oregon et au Nouveau-Mexique. L'accord prévoyait également des prêts supplémentaires du gouvernement américain à hauteur de 11 Md$, qui devaient renforcer la position d'Intel comme acteur clé dans le secteur en pleine évolution des semi-conducteurs dédiés à l'IA. La décision de réduire la subvention montre les défis auxquels est confrontée l'entreprise pour retrouver sa position de leader technologique tout en réalisant l'objectif de l'administration américaine de revitaliser la fabrication de puces au niveau national. Cependant, des éléments sur les autres termes et conditions de la réduction de l'aide restent à clarifier.

Retards d'investissement et revers stratégiques

La réduction du financement intervient alors qu'Intel repousse à la fin de la décennie le calendrier de réalisation de son projet de fabrication de puces dans l'Ohio, initialement fixé à 2025. Ce retard, ajouté aux difficultés persistantes à égaler les avancées technologiques de concurrents tels que Taiwan Semiconductor Manufacturing Company (TSMC), a entamé la confiance dans la capacité de l'entreprise à tenir ses engagements. « Le retard dans l'investissement d'Intel est particulièrement préoccupant compte tenu de l'augmentation actuelle de la demande de puces, stimulée par l'essor de l'IA », a déclaré Rachita Rao, analyste principale chez Everest Group. « L'IA transforme l'industrie, et l'infrastructure IT existante est insuffisante pour gérer les exigences de traitement de la technologie. »

Les difficultés d'Intel surviennent alors que l'administration Biden cherche à réduire la dépendance des États-Unis vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement asiatiques par le biais du Chips Act, une initiative de 39 Md$ destinée à stimuler la production de puces sur le territoire national. En mars, lors d'une visite très médiatisée en Arizona, le président Joe Biden avait souligné le rôle d'Intel dans la transformation de l'industrie des semi-conducteurs. Cependant, selon l'article du New York Times, les revers du fabricant constituent aujourd'hui des obstacles importants à la réalisation de cet objectif.

Contrôle et échéances

Les fonctionnaires du ministère du Commerce responsables du financement du Chips Act, ont fixé des critères de performance stricts, comme la construction d'usines, la production de puces et l'obtention d'engagements de la part des clients pour les produits fabriqués dans le pays. Selon le média américain, les difficultés rencontrées par Intel pour atteindre ces objectifs auraient compliqué ses négociations sur les conditions finales de la subvention. De son côté, TSMC a obtenu une subvention de 6,6 Md$ dans le cadre du programme, tout en engageant plus de 65 Md$ de fonds propres dans la construction d'usines aux États-Unis. « En outre, Intel poursuit des stratégies plus risquées alors que TSMC se concentre sur un modèle à faible risque et à forte production qui semble donner de bons résultats », a fait remarquer Mme Rao. « Étant donné l'incapacité d'Intel à rivaliser efficacement sur le marché actuel, la réduction du financement parait justifiée dans une certaine mesure. Il ne s'agit certainement pas d'une bonne nouvelle pour Intel, qui est actuellement confrontée à d'importants défis financiers. L'entreprise a fait état d'une baisse de 85 % de ses bénéfices d'une année sur l'autre et elle a récemment annoncé la suppression de 15 000 emplois. De plus, la crise financière a incité Intel à suspendre le versement de ses dividendes. »

La voie à suivre pour la fabrication de puces aux États-Unis

L'administration Biden considérait ce financement comme une initiative stratégique en vue de réduire la dépendance à l'égard des chaînes d'approvisionnement étrangères en semi-conducteurs. Les États-Unis ont souligné que le programme avait réussi à stimuler la construction d'usines et que le pays accueillerait bientôt les installations des cinq plus grands fabricants de puces au monde.« Intel a du mal à suivre le rythme de ses concurrents, en particulier TSMC, qui domine le marché grâce à ses prix compétitifs et à sa part de marché importante », a ajouté Mme Rao.

La réussite d'Intel est vitale non seulement pour l'entreprise, mais aussi pour l'ensemble de l'écosystème américain des semi-conducteurs.

L'IA étant appelée à stimuler la demande future de puces avancées, les capacités de production et les innovations technologiques d'Intel seront cruciales pour garantir que les États-Unis restent compétitifs sur le marché mondial. Cependant, la réduction de la subvention d'Intel souligne les défis que représente l'équilibre entre les investissements fédéraux et la responsabilité des entreprises. Il faudra aussi regarder la politique de Donald Trump en la matière dans les prochains mois.

Une croissance de 21% des dépenses en cloud public en 2025

La croissance du cloud public dépassera 21% en 2025, soit deux points de mieux que cette année. Pour le cabinet d'études, 90% des entreprises auront adopté une approche cloud hybride d'ici à 2027.

A l'heure où les DSI prennent les derniers arbitrages sur leur budget 2025, Gartner n'anticipe aucun ralentissement de la dépense dans le cloud public. Bien au contraire. L'an prochain, les entreprises devraient dépenser 723,4 Md$ sur des environnements de ce type (687,1 Md€). C'est plus de 125 Md$ de progression du chiffre d'affaires du secteur en seulement un an, soit une croissance de 21,5%.

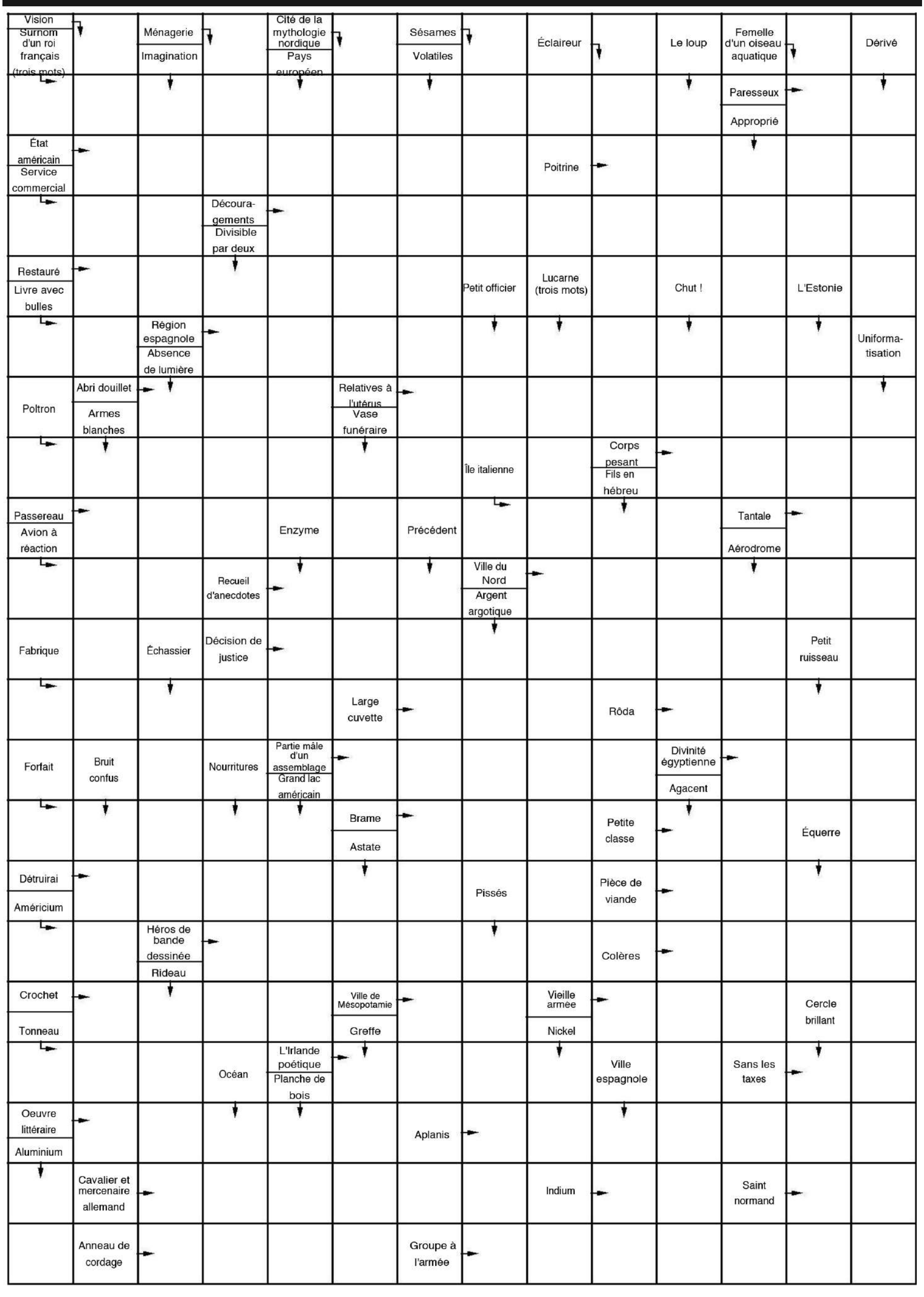
« L'utilisation des technologies d'IA dans les opérations IT et métiers continue à renforcer le rôle du cloud computing dans le support des opérations et dans l'atteinte des résultats des entreprises, souligne Sid Nag, vice-président analyste au sein du Gartner. Les cas d'utilisation du cloud continuent de s'étendre et mettent de plus en plus l'accent sur les environnements distribués, hybrides, cloud-natifs et multi-clouds, soutenus par un framework cross-cloud. » Pour le cabinet d'étude, 90% des entreprises auront adopté une approche cloud hybride d'ici à 2027, renforçant les besoins de synchronisation de données entre environnements cloud pour servir les besoins des applications de GenAI.

L'effet d'entraînement de la GenAI spécialisée

Dans le détail, les principaux segments du cloud devraient tous voir leur croissance accélérer en 2025. Pesant plus de 40% du total, le SaaS est promis à une progression de 19,2% en 2025, plus d'un point de mieux que cette année. Le IaaS et le PaaS, de taille comparable (un peu moins de 30% du total chacun), connaîtront même des accélérations plus, selon Gartner. Le premier devrait afficher près de 25% de croissance en 2025, 3,5 points au-dessus du niveau de 2024. Tandis que le second bondirait de 2,5 points, à 21,6% de croissance. Enfin, petit poucet de ce marché (0,5% du total), le Desktop as-a-service devrait connaître une progression de 11% l'an prochain.

La progression des modèles de GenAI spécifiques à une industrie ou à un secteur, des modèles privés et sécurisés, nécessitant un entraînement avancé et du fine-tuning, continuera à stimuler la croissance des dépenses en services de cloud public, assure le cabinet d'études dans un communiqué.

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Jeudi 28 novembre 2024 http:www.lesenjeuxeco.dz

PÉTROLE

Le Brent à plus de 73 dollars à Londres

Les cours du pétrole se stabilisent mercredi après une légère baisse la veille, les investisseurs se projetant désormais vers la réunion de l'Opep+ prévue dimanche. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, prend 0,43% à 73,12 dollars vers 11h05. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, gagne 0,44%, à 69,33 dollars. Les investisseurs se tournent désormais vers l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+), qui doit décider, dimanche, de sa politique de production lors de sa réunion semestrielle, affirment des analystes.

MONNAIES

Le dollar recule face à l'euro et à la livre

Le dollar a reculé mercredi avant la publication de plusieurs indicateurs économiques aux Etats-Unis, dont l'inflation en octobre pourrait renforcer la probabilité d'une baisse des taux américains en décembre. La devise américaine perd 0,30% vis-à-vis de l'euro, à 1,0521 dollar, et fléchit de 0,32% par rapport à la livre, à 1,2610 dollar. Les investisseurs demeurent prudents avant la publication mercredi de la croissance américaine au troisième trimestre, des demandes hebdomadaires d'allocations chômage ainsi que de l'indice PCE en octobre aux Etats-Unis, indicateur de référence sur l'inflation pour la Réserve fédérale (Fed). L'indice PCE a atteint 2,1% sur un an en septembre mais les analystes s'attendent à une remontée à 2,3% pour octobre, selon les consensus de MarketWatch et de Bloomberg. Si les données sur l'inflation ne s'avèrent pas plus fortes qu'escomptées, "les investisseurs continueront de soutenir l'hypothèse d'une nouvelle baisse de taux d'un quart de point de pourcentage en décembre", plombant davantage le dollar, estiment des analystes. Des chiffres décevants sur la croissance sont aussi susceptibles de renforcer cette probabilité. Publié mardi soir, "le compte-rendu de la réunion de la Fed" de début novembre "suggère que celle-ci suit une voie prudente en matière de baisse des taux", relèvent les analystes. La banque centrale américaine devrait poursuivre ce processus d'assouplissement graduel "si l'économie continue d'évoluer conformément à ses attentes", constatent-ils.

ALIMENTÉ PAR L'ÉNERGIE SOLAIRE ET GÉRÉ PAR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La Société Sogerhwit développe un feu tricolore

La Société générale d'études et réalisations hydrauliques "Sogerhwit", implantée à Tlemcen, filiale du groupe public Gerhyd, vient de développer des feux tricolores alimentés par l'énergie solaire et gérés par l'intelligence artificielle, a indiqué Belkacem Fekir Walid, chef du département de télégestion de cette entreprise. "Nous avons développé un feu tricolore, qui fonctionne grâce à un algorithme que nous avons créé nous-même, connecté à des caméras de surveillance pour le contrôle du trafic", a expliqué M. Belkacem Fekir dans une déclaration à l'APS, en marge de la 14e édition du salon des énergies renouvelables, des énergies du futur et du développement durable (ERA), qui se clôture ce mercredi au Centre des conventions d'Oran (CCO) Mohamed-Benahmed. Cette entreprise publique, spécialisée dans la télégestion des ouvrages hydrauliques, tente ainsi de diversifier ses produits et proposer des solutions en dehors de son domaine principal, a-t-on souligné de même source, ajoutant que ce feu tricolore s'adapte aux flux des voitures et des piétons, grâce aux caméras de surveillances, équipées de détecteurs de mouvements. Ce système sera prochainement expérimenté au niveau de la wilaya de Tlemcen, a fait savoir le même responsable, soulignant qu'il s'agit d'un système très efficace en mesure de réduire les embouteillages de manière significative. La Sogherwit a déposé un dossier pour l'obtention d'un brevet de ce feu tricolore, qui a toutes ses chances pour concurrencer les produits importés, a-t-il souligné. La 14e édition du salon Era, qui se clôture ce mercredi, a enregistré la participation d'une centaine d'exposants, l'organisation d'une vingtaine de conférences sur différentes thématiques en rapport avec les énergies renouvelables et la visite de plus 2.000 professionnels, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Chronique Eco d'Anouar El Andaloussi

Des zones Economiques Spéciales pour une diversification économique

Le cadre institutionnel national de promotion de l'investissement peut s'avérer insuffisant pour différentes raisons. Il est donc nécessaire de voir d'autres formes complémentaires ou alternatives pour attirer les investissements. On peut aller jusqu'au cas extrême, celui de mettre en place des dispositifs dérogatoires au droit interne. Le modèle le plus usité est celui des zones franches sous toutes leurs formes : Zone Franches (ZF) classique, Zone Franche d'Exportation (ZfE), Zone Economique Spéciale (ZeS). Ces zones sont un facteur d'attractivité des IDE en raison de leur régime juridique dérogatoire et parfois très incitatif en termes de dotations de facteurs de production compétitifs.

La création de zones économiques spéciales est un exemple de mesure ciblée de promotion de la diversification et de la modernisation industrielle grâce à l'attrait des IDE. L'expérience a montré que, pour que ces zones soient efficaces, leurs caractéristiques, leur cadre directif et leurs axes stratégiques devaient être fonction du contexte particulier du pays et de la conjoncture internationale. Les zones économiques spéciales doivent notamment offrir des services d'infrastructures de qualité (bâtiments, réseaux d'énergies, télécommunications, etc.) et être reliées aux voies de transport. Les conditions d'emploi de la main-d'œuvre doivent aussi être prises en considération dès le stade de la conception.

De nombreuses définitions de ces zones franches sont données, nous en rappelons les plus pertinentes.

L'ONUDI définit une zone franche d'exportation comme : « une zone relativement petite et géographiquement séparée au sein d'un pays, dont le but est d'attirer des industries orientées vers l'exportation en leur offrant des conditions commerciales et d'investissement très favorables comparées à celles en vigueur dans le reste du pays hôte. »

La CNUCED définit les zones franches d'exportation comme « des zones industrielles qui constituent des enclaves dans le territoire douanier national et qui sont généralement situées à proximité d'un port et/ou d'un aéroport international. La totalité de la production de ces zones est généralement exportée. Les importations de matières premières, de produits intermédiaires, d'équipements et de machines nécessaires à la production destinée à l'exportation ne sont pas soumises aux droits de douane. »

Enfin, la Banque Mondiale définit la zone franche d'exportation comme « une zone industrielle, généralement fermée et d'une superficie de 10 à 300 hectares, spécialisée dans la production destinée à l'exportation. Elle offre aux entreprises des conditions de libre-échange et un environnement réglementaire libéral. »

D'autres modalités propres à chaque ZfE, sont souvent mises à profit pour inciter les entreprises à investir et à exporter ; comme l'assouplissement de la règlementation sur le travail (la dérogation au droit du travail national, la flexibilité du marché du travail, l'importation éventuelle d'une main d'œuvre spécifique…)

La création de zones économiques spéciales est un exemple de mesure ciblée de promotion de la diversification et de la modernisation industrielle. De telles zones ont été établies partout dans le monde : il en existait en 2019 près de 5 400, réparties dans 147 pays. Les résultats varient considérablement d'une région, d'un pays et d'une zone à l'autre. L'expérience a montré que, pour que ces zones soient efficaces, leurs caractéristiques, leur cadre directif et leurs axes stratégiques devaient être fonction du contexte particulier du pays et de la conjoncture internationale. La cohérence des politiques et la coordination institutionnelle sont également cruciales, de même que l'efficacité des partenariats noués entre les pouvoirs publics, les institutions internationales et les entreprises. Les mesures destinées à resserrer les liens entre les zones économiques spéciales et les entreprises locales peuvent élargir les retombées de ces zones et contribuer à la diffusion de connaissances et d'idées novatrices au-delà de leurs limites. Il peut s'agir de mettre en place des programmes de formation des entreprises d'un secteur particulier pour renforcer leur productivité et leurs capacités, d'organiser des manifestations de réseautage entre entreprises implantées dans des zones économiques spéciales et entreprises locales ou de diffuser auprès des entreprises étrangères de ces zones des informations sur les fournisseurs locaux. Ce modèle a longtemps été pratiqué en Chine même au début de son ouverture aux IDE.

Traditionnellement, les Zones Economiques Spéciales sont concentrées sur les industries manufacturières ; aujourd'hui on peut étendre cette forme d'organisation économique dans le secteur du Tourisme, en particulier lorsqu'il s'agit de tourisme culturel (zones archéologiques éloignées, paysages et reliefs particuliers, comme le désert, les Oasis, …). Nous pouvons imaginer les Hoggar et le Tassili comme ZES. Les investisseurs viendront avec leurs infrastructures et savoirs faire touristiques et surtout avec une clientèle internationale. Une fois ces zones déclarées ZES, l'accès et le séjour des touristes seront simplifiés avec des visas à l'arrivée et un service de change ou même un système de paiement direct par les monnaies étrangères (cartes de crédit, chèques de voyage etc.)